

CHINE
**Les exportations
de véhicules
touristiques en
hausse de 28%**

P 16

DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE SAHARIENNE

Les conditions de réussite «réunies»

Ces dernières années, l'Algérie a entrepris une transformation ambitieuse pour exploiter ses vastes richesses. Dans l'agriculture, un des secteurs phares de cette révolution économique, l'Etat s'est fixé un objectif stratégique, à même d'augmenter les surfaces cultivées dans le grand sud avec la mise en valeur de 500.000 ha. P 3



PRODUCTION DU GNL
**L'Algérie au septième
rang mondial**



Avec une production de 25,5 millions de tonnes/an jusqu'à fin février 2024, l'Algérie occupe le septième rang mondial et le premier rang africain en termes de capacité de production de gaz naturel liquéfié (GNL).

P 2

PROJET DE LA LIGNE
FERROVIAIRE BÉCHAR-TINDOUF-
GARA DJEBILET

**De nouveaux moyens
déployés par l'ANESRIF**



L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) veut accélérer le rythme des travaux de réalisation du projet de la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet. De nouveaux moyens matériels et humains ont été mobilisés à cet effet et la mise en œuvre de cet important et stratégique dans les délais fixés par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, soit en septembre 2026.

P 5

PÉTROLE
Le Brent à 85,7 dollars

Les prix du pétrole perdaient du terrain lundi en raison de prises de bénéfices et de données économiques américaines publiées la semaine passée plus moroses que prévu, créant des craintes quant au niveau de la demande du pays. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, perdait 0,97%, à 85,7 dollars.

P 4

CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DE L'AIR
**Les sites d'implantations
des quatre stations
sélectionnés** P 2

CÉRÉALES
**La FAO relève ses prévisions de
la production mondiale en
2024** P 3

TRAVAUX PUBLICS
**Réouverture de la RN43
dans sa partie reliant Jijel
et Bejaia** P 5

PROGRAMME AADL 3
**Les souscripteurs
recevront un message
sur leurs téléphones
pour confirmer leur
inscription**

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a informé, dimanche dans un communiqué, tous les souscripteurs ayant réussi à s'inscrire au programme "AADL 3", dont le nombre s'élève jusqu'à présent à 510.817 inscrits, qu'ils recevront des messages sur leurs téléphones portables pour confirmer l'inscription. Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville avait indiqué, plus tôt, dans un communiqué, que 510.817 souscripteurs à travers l'ensemble du territoire s'étaient inscrits sur la plateforme du programme "AADL 3", pour le troisième jour consécutif depuis son ouverture vendredi soir. "Le nombre d'inscrits depuis l'ouverture de la plateforme d'inscription au programme +AADL3+ pour le troisième jour consécutif de 08h00 à 18h00, a atteint jusqu'au dimanche 7 juillet 2024 à 18h00, 510.817 souscripteurs à travers le territoire national", lit-on dans le communiqué. Le ministère avait informé les citoyens que les inscriptions sur la plateforme AADL 3 "reprndront lundi, 8 juillet 2024, de 08h00 à 18h00 sur la plateforme numérique", assurant que "l'opération se poursuivra quotidiennement afin de permettre à tous les citoyens de s'inscrire". Beaucoup d'Algériens attendent avec impatience de s'inscrire au programme "AADL 3", annoncé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en octobre 2023, avant de révéler en mai dernier que l'ouverture des inscriptions était prévue à partir du 5 juillet 2024.

ACCIDENTS DE LA
CIRCULATION
**Neuf morts et 216
blessés en 24 heures**

Neuf (9) personnes ont trouvé la mort et 216 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés au cours des dernières 24 heures, à travers plusieurs wilayas, indique un bilan rendu public, lundi, par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Saïda avec 3 morts, suite à une collision entre deux véhicules sur le chemin Wilaya N36, dans la Commune de Youb, précise la même source. Par ailleurs, le dispositif de surveillance des plages et de baignade fait état de la mort de 3 personnes par noyade dans des plages interdites à la baignade à Oran et Mostaganem, ajoute le communiqué. Durant la même période, le même dispositif a effectué 785 interventions pour le sauvetage de 622 personnes de noyade, dont 118 ont été prises en charge sur place et 40 autres ont été évacuées vers les hôpitaux. Les équipes de la Protection civile sont également intervenues pour l'extinction de 28 incendies de forêts, maquis, récoltes et palmeraies, à travers plusieurs wilayas, note la même source.

PRODUCTION DU GNL

L'Algérie au septième rang mondial

Avec une production de 25,5 millions de tonnes/an jusqu'à fin février 2024, l'Algérie occupe le septième rang mondial et le premier rang africain en termes de capacité de production de gaz naturel liquéfié (GNL).

Par S R/agence

Selon un rapport de l'Union internationale du gaz (UIG), l'Algérie s'est classée au septième rang mondial en termes de capacité de production de GNL, devançant, au niveau africain, le Nigeria (8e position) avec une capacité de production de près de 22,2 millions de tonnes/an et l'Egypte (10e position) avec 12,2 millions de tonnes. Les Etats-Unis d'Amérique arrivent en tête de ce classement avec 91,4 millions de tonnes/an, suivis de l'Australie (87,6 millions de tonnes/an) et du Qatar (77,1 millions de tonnes/an). Ces trois pays représentant ensemble

plus de la moitié de la capacité de production mondiale. La Malaisie arrive, quant à elle, en quatrième position avec une capacité de production de 32 millions de tonnes/an, juste avant l'Indonésie (30,3 millions de tonnes/an), la Russie (29,1 millions de tonnes/an), l'Algérie, le Nigeria, Trinité-et-Tobago (14,8 millions de tonnes/an) et l'Egypte. La capacité de production de GNL dans le monde a augmenté à 483,1 millions de tonnes/an jusqu'à fin février 2024, tandis que l'utilisation moyenne de la capacité de production exploitée était d'environ 88,7% l'année dernière, en légère baisse par rapport à 2022 (89%). Par ailleurs, l'Algérie a enregistré,

selon le rapport, une augmentation de son volume d'exportation de GNL à fin 2023, avec 2,88 millions de tonnes supplémentaires par rapport à 2022, portant ainsi ses exportations totales à 13 millions de tonnes, avec une part de marché estimée à 3%, la plaçant au septième rang mondial. Le rapport est également revenu sur les principaux flux de commerce de GNL entre les régions en 2023, classant les échanges entre l'Algérie et la Turquie (4,29 millions de tonnes) et de l'Algérie vers la France (3,20 millions de tonnes) comme les premier et troisième plus grands échanges de GNL en Afrique et en Europe respectivement.

CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Les sites d'implantations des quatre stations sélectionnés

Par Slimane T

La ministre de l'Environnement et des énergies renouvelables, Fazia Dahleb, a indiqué, lundi à Alger, que des sites d'implantation de stations de contrôle de la qualité de l'air dans la capitale ont été sélectionnés en prévision de la concrétisation de ce projet. S'exprimant en marge des travaux d'une journée d'évaluation des acquis de certaines sessions de formations organisées au profit des cadres du secteur, Mme Dahleb a précisé que son département ministériel a «choisi les sites d'implantation de quatre stations de contrôle de la qualité de l'air qui seront concrétisées dans le cadre d'une coopération avec la Corée du Sud». En parallèle au choix de sites pour ces stations, une équipe de cadres du secteur devant assurer la gestion de ces stations a été envoyée en formation en Corée du sud, a ajouté la ministre. Elle a également indiqué qu'un camion mobile de contrôle de

la qualité de l'air est actuellement fonctionnel dans la capitale, avec l'objectif de constituer une banque de données sur l'évolution de la qualité de l'air, pour les futures stations. Abondant dans le même sens, Mme Dahleb a souligné que, conformément au memorandum d'entente signé entre son département ministériel et la Corée du Sud, un appui financier coréen de plus de 5 millions de dollars est accordé à son secteur pour la réalisation de ces stations, relevant que le projet sera élargi pour cibler d'autres villes du pays. Evoquant le volet formation dans son secteur, la ministre a souligné le lancement d'une série de sessions de formation nationales et internationales dans des spécialités techniques et autres administratives au profit de ses cadres dans l'objectif de hisser le rendement du secteur, développer les connaissances de ces cadres et se mettre au diapason de normes internationales dans divers domaines liés à l'environnement. Elle a dans ce sens assuré que «ces

efforts s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie de qualité des citoyens, le 33eme engagement du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans lequel il a souligné la nécessité d'œuvrer à assurer un cadre de vie de qualité qui requiert le développement durable, la préservation de l'environnement et la protection des richesses que recèle notre pays». Chiffres à l'appui, Mme Dahleb a indiqué que 125 cadres contrôleurs des établissements classés, sur 274, ont été formés sur les techniques requises dans ce chapitre, ajoutant que 20 cadres formateurs parmi cette équipe sont chargés d'assurer des cycles de formation en interne. Dans le domaine de la gestion des déchets, 26 cadres centraux et locaux ont bénéficié d'une formation en Chine, au Japon et en Corée du sud, outre les formations locales en partenariat avec la société allemande pour la coopération internationale (GIZ).

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE SAHARIENNE

Les conditions de réussite «réunies»

Ces dernières années, l'Algérie a entrepris une transformation ambitieuse pour exploiter ses vastes richesses. Dans l'agriculture, un des secteurs phares de cette révolution économique, l'Etat s'est fixé un objectif stratégique, à même d'augmenter les surfaces cultivées dans le grand sud avec la mise en valeur de 500.000 ha.

Par Réda Hadi

Le développement de l'agriculture saharienne s'impose aujourd'hui comme une alternative pour contourner le phénomène de sécheresse qui s'est abattu sur la région nord du pays et la nécessité de prévenir les secousses du marché international des produits alimentaires. D'Oued Souf à Ouargla, jusqu'à Ghardaïa et El-Menéa en allant vers Timimoun et Adrar jusqu'au fin fond du désert Illizi, l'agriculture saharienne est sortie de l'anonymat et elle redonne de l'espoir à un pays qui aspire à garantir sa sécurité alimentaire. C'est en quelque sorte, les propos du Professeur Tarik Hartani, Coordinateur de la commission de réflexion pour le développement des céréales, Chargé d'accompagner la mise en œuvre de la stratégie nationale 2024/2025. En effet, celui-ci appuie le fait que les céréales sont un secteur des plus stratégiques, que l'Algérie a abordé avec une nouvelle vision, avec une nouvelle stratégie pour assurer notre sécurité alimentaire, et ce d'autant plus l'université s'implique. Pour ce responsable qui s'est exprimé chez des confrères, le ministre de tutelle souhaite que l'université s'implique davantage dans le domaine de la sécurité alimentaire. Selon les données du groupe d'experts, de chercheurs et de scientifiques, associés avec des spécialistes en ressources en eau, du transport et de l'énergie, chargé d'élaborer une vision d'ensemble et pragmatique du secteur agricole, il en ressort, que notre pays produit du blé, mais qu'il continue d'en importer à raison de 6 millions de tonnes /an, alors que notre production même excellente n'avoisine que 3 Millions/tonnes an. Une raison pour laquelle, les pouvoirs publics se sont tournés vers le Sud. Et pour cela, Hartani estime qu'il faudrait développer certains créneaux pour avoir plus de productivité



à l'hectare. Pour le Directeur de l'ENSA, que ce soit au Nord ou au Sud, «nous pouvons améliorer notre production de blé». Pour cet expert, c'est en cela, que l'apport de l'université algérienne est essentiel. Pour lui, développer l'agriculture saharienne, est abordable pour peu que « l'on sache utiliser les potentialités de nos scientifiques, de nos chercheurs pour améliorer nos performances. Par exemple, réunir les acquis scientifiques pour augmenter la production » Celui-ci a tout de même mis en relief, que « la filière céréalière, exige beaucoup d'eau ». Or insiste Hartani, dans le Sud « nous devons adapter, notre méthode d'irrigation, en fonction de la nature des sols, en tenant compte de la particularité des sources albiennes qui sont différentes, dans le Sud ». Outre cela, au Sud, « Il est envisagé des modèles agricoles de 500 ha, adaptés à la texture du sol, et au type d'eau, avec des organisations techniques spécifiques à chaque culture, et savoir en même temps associer deux types de cultures (blés et légumineuses) » a-t-il soutenu. Et en cela, il est primordial de revoir, le paysage agricole algérien. « Les pouvoirs publics en-

tendent mettre tous les moyens pour développer la filière céréaliculture saharienne, tant qu'investissements, humains, scientifiques, techniques que logistiques » dit-il. Pour lui au Sud, « il faut adapter le système de rotation de deux cultures, pour ne pas éroder les sols, pour un rendement durable de 2 productions/an, avec au préalable une étude approfondie des quantités d'eaux disponibles. Car les besoins sont estimés à 9 milliards de m3 d'eau ». Aussi, la recherche agronomique doit accompagner cette dynamique, est son concours pour la banque des semences est primordial. Ajoutant par ailleurs, que notre production doit s'adapter à notre manière de consommation. «Il faut que nous sachions nous adapter et préparer les semences adéquates pour chaque production » a-t-il affirmé. Sans oublier de rappeler, que la formation de nos agriculteurs aux nouvelles technique. Pour conclure, il a affirmé que « nous pouvons atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, à condition de changer de paradigme et savoir combien on peut produire avec un M3 d'eau, et non plus juste se contenter de semer »

CULTURES STRATÉGIQUES

Des pôles agricoles dans les wilayas du Sud

Par R. N.

La directrice générale de l'investissement agricole et du foncier au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Souad Assous, a souligné l'importance de l'orientation de l'Algérie vers l'agriculture stratégique dans les wilayas du Sud pour atteindre la sécurité alimentaire. S'exprimant, ce lundi, sur les ondes de la radio chaîne 1, Souad Assous a expliqué que la stratégie adoptée par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural vise à étendre la zone de mise en valeur des terres pour la production agricole dans le sud de l'Algérie en établissant des pôles agricoles pour développer des cultures stratégiques et des produits de large consommation. A cet égard, la locutrice a noté que l'Accord sur le projet intégré algéro-italien, signé samedi, vise à investir dans la production de céréales, de légumineuses et de denrées alimentaires, de la production à la transformation, en mettant en valeur plus de 35 000 hectares de terres au niveau de la wilaya de Timimoun. Et de rappeler que l'objectif du projet est de porter la production nationale en blé dur à 170 000 tonnes/ an. Elle a également révélé que les travaux de ce projet débuteront en octobre 2024 à l'occasion du démarrage de la saison des labours-semailles, soulignant que parmi les engagements demandés au partenaire italien figure la mise en valeur des terres en commençant par 3.000 hectares directement pour le blé, avant de les porter à 10.000 hectares pour les légumineuses et les oléagineux dans une première phase. Dans la deuxième phase du projet, prévue pour les années 2025/2026/2027, il est prévu un ajout de 6 000 hectares annuellement pour atteindre le pic de production agricole en 2028. En ce qui concerne les fermes pilotes, Souad Assous a indiqué que « 174 fermes pilotes ont été identifiées à travers le territoire national, qui ont été transformées en unités de production dédiées à la culture des légumineuses, des oléagineux, des semences et des cultures fruitières ».

CÉRÉALES

La FAO relève ses prévisions de la production mondiale en 2024

Les prévisions de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) concernant la production mondiale de céréales en 2024 ont été relevées de 7,9 millions de tonnes en juillet et s'établissent à présent à 2.854 millions de tonnes. "Les dernières prévisions de la FAO concernant la production mondiale de céréales en 2024 ont été relevées de 7,9 millions de tonnes (0,3 %) en juillet et s'établissent à présent à 2 854 millions de tonnes, soit une légère hausse par rapport à 2023 et un nouveau niveau record", précise l'Organisation dans son nouveau Bulletin sur l'offre et la

demande de céréales. La hausse mensuelle traduit l'amélioration des perspectives pour les céréales secondaires, les prévisions relatives à la production mondiale ayant été relevées de 0,4 % et portées à 1.530 millions de tonnes, et pour le blé, dont les prévisions de production progressent de 0,3 % par rapport à celles de juin pour atteindre 789 millions de tonnes, ajoute la Fao. "L'embellie des perspectives pour les céréales secondaires s'explique en grande partie par l'amélioration des prévisions concernant la production de maïs en Argentine et au Brésil", selon l'Organisation onusienne. La production mondiale

de blé a également été revue à la hausse, "principalement en raison de l'amélioration des perspectives en Asie, en particulier au Pakistan, où il est probable que la production de blé atteigne un niveau record". Pour ce qui est des prévisions de la production mondiale de riz en 2024-2025, elles n'ont fait l'objet que "d'ajustements mineurs depuis juin". Elles continuent d'indiquer une possible expansion de 0,9% de la production mondiale de riz pendant la nouvelle campagne, laquelle atteindrait un nouveau pic de 535,1 millions de tonnes. Quant à l'utilisation totale de céréales dans le monde en 2024-2025,

elle devrait s'élever à 2 856 millions de tonnes, soit 0,5 % plus que lors de l'année précédente, sous l'effet principalement de l'augmentation de l'utilisation de riz et de céréales secondaires. "Établies à 894 millions de tonnes, les prévisions de la FAO concernant les stocks mondiaux de céréales à la clôture des campagnes en 2025 ont été réduites de 2,9 millions de tonnes depuis le mois précédent, mais l'on s'attend encore à un accroissement des stocks de 1,3 % par rapport à leurs niveaux d'ouverture", indique l'Organisation dans son document.

R. I.

PÉTROLE

Le Brent à 85,7 dollars

Les prix du pétrole perdaient du terrain lundi en raison de prises de bénéfices et de données économiques américaines publiées la semaine passée plus moroses que prévu, créant des craintes quant au niveau de la demande du pays. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, perdait 0,97%, à 85,7 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en août, baissait de 1,18% à 82,18 dollars. "Les prix du pétrole sont sous pression en raison des inquiétudes croissantes concernant la demande de l'économie américaine", ont signalé des analystes. Le ralentissement du marché de l'emploi américain étant "plus marqué que prévu, on s'attend à un ralentissement de la croissance économique et à une baisse de l'appétit pour l'énergie, après une demande plus forte au cours de l'été", ont expliqué les analystes. Les analystes ont également évoqué des "prises de bénéfices" des investisseurs "qui se poursuivent dans la perspective (...) de la fermeture des ports texans en raison de l'ouragan Beryl". Les problèmes d'approvisionnement semblent en effet toujours d'actualité et pourraient doper les prix. Les mouvements de prix des prochains jours "pourraient dépendre de l'ampleur des dégâts causés par l'ouragan", estiment les analystes.

ONPO

Les agences de tourisme et de voyages invitées à s’inscrire via le portail algérien de la Omra

L'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a invité, dans un communiqué, les agences de tourisme et de voyages désirant organiser l'activité de la omra pour l'année 1446 de l'hégire à s'inscrire et à retirer le cahier des charges relatif à cette opération via le portail algérien de la omra, à compter de ce dimanche. L'Office national du pèlerinage et de la omra porte à la connaissance des agences de tourisme et de voyages désirant organiser l'activité de la omra pour l'année 1446 de l'hégire, qu'elles peuvent s'inscrire et procéder au retrait du cahier des charges relatif à cette opération via le portail algérien de la omra bawabete-lomra.dz, du 7 juillet au 12 septembre 2024. Les autorisations seront délivrées selon les rendez-vous fixés à travers le portail de la omra, a précisé la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

CLIMAT

Juin 2024 encore plus chaud que le précédent record de juin 2023

Juin 2024 a été le mois de juin le plus chaud jamais enregistré dans le monde, battant le record déjà exceptionnel de juin 2023, a annoncé lundi l'observatoire européen Copernicus. Après plus d'un an de records mensuels ininterrompus, "la température moyenne mondiale sur les 12 derniers mois (juillet 2023 - juin 2024) est la plus élevée jamais enregistrée", selon Copernicus, soit "1,64 C au-dessus de la moyenne préindustrielle 1850-1900", quand les émissions de gaz à effet de serre de l'humanité n'avaient pas encore réchauffé la planète. Juin 2024 "marque le 13e mois consécutif de record des températures mondiales et le 12e mois consécutif qui dépasse de 1,5 C les moyennes de l'ère préindustrielle" (1850-1900), souligne Carlo Buontempo, directeur du service du change-

ment climatique de Copernicus (C3S), dans un communiqué. "Il ne s'agit pas d'une incongruité statistique, mais cela illustre un changement important et continu de notre climat", ajoute le scientifique, au terme d'un mois émaillé de fortes canicules en Chine, en Inde, au Mexique, en Grèce et en Arabie saoudite, où plus de 1.300 personnes sont mortes lors du pèlerinage de La Mecque. Pendant que le thermomètre était proche ou inférieur aux normales de saison (1991-2020) en Europe de l'Ouest, comme en France, une grande partie de l'humanité a subi des températures supérieures aux normes, voire exceptionnelles. Conséquences des vagues de chaleur de juin, des milliers de personnes ont dû être évacuées en Californie suite aux incendies ravageurs, tandis que les populations des

Balkans, du Pakistan ou d'Egypte souffraient de coupures d'électricité, stoppant les indispensables ventilateurs, climatiseurs ou réfrigérateurs. "Même si cette série spécifique de mesures extrêmes se termine à un moment donné", avec la fin du phénomène cyclique El Nio qui a accentué depuis un an les effets du réchauffement climatique, "de nouveaux records seront battus au fur et à mesure que le climat continuera à se réchauffer" à cause des émissions de gaz à effet de serre de l'humanité, a rappelé le directeur du C3S. Avec l'arrivée prévue d'ici la fin de l'année du phénomène la Nia, synonyme de températures mondiales plus fraîches, "on peut s'attendre à ce que la température mondiale diminue ces prochains mois," a déclaré Julien Nicolas, scientifique du C3S.

TUNISIE

Le taux d’inflation se situe à 7,3% en juin 2024

Le taux d'inflation en Tunisie s'est établi à 7,3% en juin 2024, en légère hausse contre 7,2% le mois précédent, a annoncé dimanche l'Institut national de la statistique (INS).

Cette hausse est attribuée principalement à celle des prix des produits alimentaires, soit 10,1% en juin contre 9,7% en mai, selon l'INS. Sur un an, l'INS indique que les prix de l'alimentation ont augmenté de 10,2% et ceux des produits manufacturés ont connu une hausse de 6,9%, sous l'effet direct de la

hausse des prix des produits de l'habillement et chaussures (9,4%) et des produits d'entretien courant du foyer (8,6%). Les prix des services ont connu une hausse de 5,5% sur une année, en raison de la hausse des prix de la restauration et de l'hôtellerie (9,9%).

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 جويلية 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Juillet 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²				
DA / Kg		دج / كغ				
Produits		متعل	أعلی	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	91	100	82	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	68	81	55	الطماطم	
	Oignon sec	51	57	45	البصل الجاف	
	Ail sec	336	396	277	الثوم الجاف	
	Carotte	71	80	63	الجزر	
	Navet	163	179	147	لفت	
	Poivron	98	110	86	الفلفل الاخضر	
	Piment	123	140	106	الفلفل الحار	
	Courgette	77	87	67	الكوسة	
	Haricot vert	236	258	214	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	97	108	85	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	437	543	331	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	540	667	412	التمر	
	Melon	112	124	99	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	87	98	75	البطيخ الاحمر	
	Banane	321	333	309	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1733	1876	1590	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الاصل الحيواني
	Poulet de chair	354	365	343	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	16	14	البیض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	102	89	حليب البقر (لتر)	

PROJET DE LA LIGNE FERROVIAIRE BÉCHAR-TINDOUF-GARA DJEBILET

De nouveaux moyens déployés par l'ANESRIF

L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) veut accélérer le rythme des travaux de réalisation du projet de la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet. De nouveaux moyens matériels et humains ont été mobilisés à cet effet et la mise en œuvre de cet important et stratégique projet dans les délais fixés par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, soit en septembre 2026.

Par Sirine R.

« Nous avons récemment procédé au renforcement des différents chantiers du projet de réalisation de la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet pour le transport du minerai de fer sur un linéaire de 950 km, en moyens matériels lourds et effectifs humains conséquents dans le but d'accélérer le rythme des travaux », a précisé à l'APS, le Directeur central de la communication de l'ANESRIF, Abdelkader Mazar. « Des engins lourds spécifiques aux travaux ferroviaires et des moyens roulants, toutes catégories confondues, ainsi que de ressources humaines suffisantes ont été mobilisés pour répondre aux besoins des différents chantiers », a-t-il expliqué. « Cette action a pour objectif de poursuivre les travaux de réalisation de cette future voie ferrée avec une cadence soutenue et la livraison du projet dans les délais impartis », a souligné M. Mazar. Ce projet d'envergure visant la valorisation du minerai de fer de Gara-Djebilet et la promotion du transport ferroviaire

des voyageurs dans le sud-ouest du pays, se décline en plusieurs tronçons sont en cours de réalisation par plusieurs entreprises publiques et un partenaire chinois. Le projet en question, dont la date de réception a été arrêtée au mois de septembre 2026, avance à un « rythme soutenu ». En fait, le projet en question est réparti en trois phases : la première, qui s'étend sur une distance de 200 km de Béchar aux limites avec Beni Abbès, comprend deux gares ferroviaires à Abadla et Hammaguir ; le deuxième tronçon relie Tindouf à Oum Laassel sur 175 km, avec une nouvelle gare ferroviaire à Oum Laassel et deux autres pour le transport de passagers et de marchandises dans la ville de Tindouf. Et enfin le troisième tronçon qui est divisé en deux sections ; la première relie Hammaguir à Oum Laassel sur 440 km avec des stations à Tabelbala et Hassi Khebi, et la deuxième s'étend de Tindouf vers Gara Djebilet sur 135 km, avec une gare ferroviaire à Gara Djebilet. La réception de cette ligne ferroviaire, qui revêt d'un intérêt stratégique pour le

développement du mégaprojet de Gara Djebilet, devrait avoir lieu dans les délais fixés, soit en septembre 2026, ce qui coïncidera avec l'entrée en phase de la production de l'un des plus grands gisements de minerai de fer au monde, avait déclaré le chef de projet. En somme, cette ligne revêt une importance économique majeure pour la région entière et constitue un moyen important de transport des voyageurs et des marchandises, notamment pour les différents métaux et matières premières extraites de la mine de Gara Djebilet et des régions adjacentes en les transférant vers le port d'Arzew (Oran). Dans le cadre du suivi du projet de réalisation de la ligne ferroviaire minière Bechar-Tindouf-Gara Djebilet, le président de la République avait insisté, une nouvelle fois, sur « le respect des délais de réalisation de ce projet vital et stratégique pour l'Algérie, ainsi que le respect de la qualité des moyens pour pouvoir avancer avec un rythme s'alignant avec les normes internationales en la matière, soit la réalisation de plus de 2 km/jour ».

TRAVAUX PUBLICS

Réouverture de la RN43 dans sa partie reliant Jijel et Bejaia

Le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base a annoncé, lundi dans un communiqué, la réouverture de la RN43 dans sa partie reliant les wilayas de Jijel et Bejaia, coïncidant avec la célébration de la Fête de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale. La réouverture de la RN43 dans sa partie reliant les wilayas de Jijel et Bejaia, précisément dans la localité de Boulekhmas dans la commune de Ziama-Mansouriah, à la circulation des véhicules légers, a été effectuée sous la supervision du secrétaire général du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, Ali Boulerbah, en présence du secrétaire général de la wilaya et des autorités locales de Jijel, précise le communiqué. Le secrétaire général a souligné, à cette occasion, "la nécessité d'intensifier les efforts et de mobiliser tous les moyens matériels et humains des sociétés publiques, en coordination avec les autorités locales, pour la réouverture totale de cet axe stratégique, qui permettra également le passage des véhicules poids lourds dans les meilleurs délais, conformément aux instructions données par le ministre du secteur lors de sa récente visite sur le site du glissement de terrain, prévoyant des mesures d'urgence pour assurer le retour à la normale de la circulation", note le communiqué. Le secrétaire général du ministère a également remercié toutes les parties prenantes, notamment les entreprises de réalisation, les laboratoires publics et tous ceux qui se sont mobilisés dès les premières heures de l'incident du glissement de terrain sur cet axe stratégique et important (20 avril dernier), pour leurs efforts déployés à cet effet, ajoute le communiqué.

PUBLICITÉ



الطبعة السابعة
+٠٣٠٤٧٦ +٤٥ 7
7th edition

تحت الرعاية السامية لرئيس الجمهورية
السيد عبد المجيد تبون

الجائزة الكبرى آسبا جبار للرواية
ASSIA DJEBBAR NOVEL GRAND PRIZE
2024 09
جويلية
فندق الأوراسي الجزائر العاصمة

www.prixassiadjebbar.dz

Platinum

Cevital

Gold

موبيليس
معا، نجمع المستقبل
MADAR

Silver

CAAT
ALRAYANE

Bronze

saa
CASH

Partenaires Médias

Logos of media partners

JIJEL

Trois établissements renforcent le parc hôtelier de la wilaya de Jijel

Le parc hôtelier de la wilaya de Jijel vient d'être renforcé à la faveur de l'entrée en service, au début de la semaine en cours au chef-lieu de wilaya, de trois hôtels totalisant 367 chambres, ont indiqué, dimanche, les services de la wilaya. Il s'agit de deux nouveaux établissements réalisés sur la plage "Koutama" et d'un hôtel rouvert après une opération de réhabilitation dans le centre de Jijel, a précisé la même source, ajoutant que ces trois structures offrent plus de 500 lits. Ces hôtels "permettront d'alléger la pression sur les autres établissements hôteliers" et "offriront des options supplémentaires aux vacanciers et aux visiteurs souhaitant passer leurs vacances dans la wilaya de Jijel". Les services de la wilaya ont également fait savoir que deux nouveaux hôtels ouvriront leurs portes "dans les prochains jours", auxquels s'ajouteront, a-t-on indiqué, d'autres structures dont la construction débutera "avant la fin de cette année", permettant ainsi de renforcer notamment les capacités d'accueil. De son côté, le directeur du tourisme et de l'artisanat, Bouabdellah Belouadi, a indiqué à l'APS que la capacité d'accueil des hôtels a atteint, dans la wilaya de Jijel, les 3.000 lits. Un nombre, a-t-il dit, appelé à augmenter grâce à la prochaine réception de plusieurs établissements actuellement en chantier. M. Belouadi a conclu en affirmant que les trois hôtels réceptionnés en début de semaine (un établissement de 4 étoiles et deux de 3 étoiles), réalisés dans le cadre de l'investissement privé, ont généré quelque 100 postes de travail pour les jeunes de la région.

SÉTIF

Remise de plus de 1.500 certificats pour pratiquer l'aviculture

La direction des services agricoles de la wilaya de Sétif a régularisé depuis la fin de l'année passée à ce jour la situation de plus de 1.500 aviculteurs exerçant sans agrément en leur délivrant un certificat d'exercice de cette activité, apprend-on dimanche du responsable de cette direction, M. Mohamed Boulefftet.

M. Boulefftet a précisé que "cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du ministère de tutelle relatif à l'accompagnement des petits éleveurs et producteurs avicoles en vue de développer cette filière, augmenter la production de viandes blanches et abaisser les prix. "Depuis le lancement de cette opération fin 2023, plus de 1.500 certificats d'exercice de l'aviculture ont été remis à des personnes qui exercent cette activité sans agrément mais disposent d'hangars et des

conditions légalement requises", a ajouté le même responsable. Le même responsable a assuré que "les portes de l'investissement dans ce domaine sont ouvertes et la seule condition exigée reste la norme environnementale incluant le respect des distances sanitaires, de l'hygiène et l'absence de nuisances ". Selon la même source, la wilaya de Sétif est leader dans cette filière avec plus de 4.861 hangars d'élevage de poulet de chair d'une capacité de 14 millions volailles, 1.471 structures d'élevage de poule pondeuse

d'une capacité de 11 millions poules et 284 hangars d'élevage de dindes d'une capacité de 495.000 dindons. En 2023, la wilaya a produit près de 240.000 quintaux de viandes blanches et 660 millions œufs, selon le directeur des services agricoles qui a souligné que cette production devrait être dépassée avec l'entrée en activité des nouveaux projets d'investissement dans cette filière en cours de réalisation vers la fin de l'année en cours, a souligné le même responsable.

TIPASA

Onze projets relancés dans le secteur de la santé en 2024

Onze (11) projets ont été relancés dans le secteur de la santé dans la wilaya de Tipasa au titre de l'année 2024, notamment la réalisation d'un hôpital dans la commune de Bou Ismail, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction locale de la santé et de la population. Le Directeur de wilaya du secteur, Said Ouabbas, a indiqué que les services de santé, en coordination avec les services de la wilaya, avaient relancé, au titre de l'année 2024, onze (11) projets après des années de retard, citant notamment le projet de réalisation d'un hôpital d'une capacité de 60 lits

dans la commune de Bou Ismail. Ce projet, qui s'est heurté à des difficultés liées au choix du terrain, prévoit la réalisation de plusieurs services à l'instar des urgences, de la pédiatrie, de la maternité, de l'obstétrique, de la chirurgie générale et de la médecine interne, selon le même responsable. De plus, les travaux de réalisation d'un service de dialyse au sein de l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Koléa ont été lancés pour appuyer les services de néphrologie des hôpitaux de Koléa et de Sidi Ghiles, outre la réhabilitation de cet établissement hospita-

lier et la rénovation des hôpitaux de Gouraya et de Hadjout. Dans les prochaines semaines, le secteur verra également l'entrée en service d'une polyclinique dans la commune de Nador et la livraison prochaine du projet d'extension de l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) Mère et Enfant de Tipasa. Le même responsable a, par ailleurs, fait savoir que nombre d'équipements médicaux modernes seront bientôt livrés au service de neurologie prenant notamment en charge des patients atteints de Parkinson, en sus de l'acquisition de nouveaux équipements mé-

dicaux pour d'autres établissements hospitaliers et la réparation de cinq (5) scanners. Le Directeur de la santé et de la population a en outre fait état du recrutement de deux (2) radiologues pour renforcer les services de radiologie, notamment dans les établissements hospitaliers disposant d'un scanner. Le secteur de la santé à Tipasa a aussi bénéficié, cette année, du recrutement de vingt (20) médecins spécialistes, dont quatre (4) gynécologues-obstétriciens, quatre (4) anesthésistes et quatre (4) réanimateurs, selon la même source.

TIARET

Mise en service de deux réservoirs pour l'approvisionnement en eau potable de trois localités rurales

Deux projets destinés à assurer l'alimentation en eau potable de trois localités rurales de la commune de Ain Lahdid, ont été mis en service dernièrement, à la suite de la réalisation d'un réservoir d'eau et sa connexion à un puits profond, a-t-on appris, dimanche, de la direction de wilaya des Ressources en eau. Le chef de la Subdivision de l'hydraulique de la daïra de Frenda, Abdelkader Benziadi a précisé que les deux projets sont destinés à assurer l'alimentation en eau potable (AEP) des populations des localités

rurales de Marghnis, Abid et El-Klayeb dont le nombre dépasse 3200 âmes. Les travaux inhérents à la réalisation de ces deux projets, dont l'enveloppe budgétaire qui leur a été allouée est évaluée à 100 millions de dinars puisée de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL), ont porté sur la réalisation d'une conduite d'amenée sur une distance de 25 kilomètres à partir d'un puits artésien, réalisé précédemment dans la région de Benamara et un réservoir d'eau d'une capacité de 500 mètres cubes.

Les deux projets permettront d'assurer l'AEP aux citoyens de ces localités à raison d'une journée sur deux pour un volume d'eau distribué estimé à 800 mètres cubes, a-t-on indiqué. Par ailleurs, les travaux portant sur la réalisation d'un autre puits profond, ainsi que le raccordement et l'équipement d'un autre puits devront être lancés prochainement afin de consolider l'AEP de la population d'Ain Lahdid-centre, a encore fait savoir la même source.

MÉDÉA

Plus de 1300 foyers raccordés en gaz naturel à Robeia

Un total de 1309 foyers situés dans la commune de Robeia, est de Médéa, ont été raccordés récemment au réseau local de distribution de gaz naturel, a-t-on appris, dimanche, auprès du directeur local de l'énergie, Tayeb Zaidi. Une enveloppe

d'un montant de l'ordre de 600 millions de DA débloquée par le fond de solidarité et de garantie des collectivités locales a été nécessaire pour le raccordement de ce nombre de foyers, a fait savoir M.Zaidi. La commune de Robeia était la dernière localité non raccordée

en gaz naturel, sur les 64 communes que compte la wilaya, a-t-il précisé. D'autres opérations de raccordement en gaz naturel et en électricité sont programmées pour les trois prochaines années et toucheront pas moins de quinze mille foyers ventilés à travers plusieurs

communes, a-t-il indiqué. Ce nouveau programme concernera les villages et les hameaux isolés, ainsi que les zones urbaines qui ont connu des extensions et nécessitent leur raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz naturel, a conclu le directeur de l'énergie.

PROSPÉRER GRÂCE À LA DICTATURE

La face cachée du miracle économique sud-coréen

1^{ère} partie

La spectaculaire reconstruction de l'économie sud-coréenne après la fin de la guerre de Corée en 1953, qualifiée de « miracle sur le fleuve Han » n'est pas due au libre-marché, mais bien à une très forte implication de l'Etat dans l'économie, au profit de grandes firmes. Supervision du développement économique par la bureaucratie, crédits octroyés de manière discrétionnaire, substitutions d'importations... Sous la houlette de Rhee Syngman, puis de Park Chung-Hee, l'Etat se met pleinement au service des « chaebols ». Mais l'ascension de ces grands groupes a aussi une face sombre, celle d'une violente répression politique et syndicale.

Le 5 février dernier, Lee Jae-Yong, vice-président du groupe Samsung, sortait du Tribunal Central de Séoul sous le feu nourri des photographes. L'air grave, le regard bas, l'homme d'affaires ne répond à aucune des questions, pourtant abondantes, posées par les journalistes. Contrairement aux apparences, M. Lee est sorti vainqueur de son procès. Accusé de fraude comptable dans le rachat d'une entreprise en 2015, le Parquet a estimé qu'il n'y avait pas « intention de nuire aux actionnaires » et l'a finalement acquitté. Ce n'est pas la première fois que Lee Jae-Yong passe entre les mailles de la justice coréenne : en août 2022, après être resté dix-huit mois en prison suite au scandale Choi Soon-Sil, il avait obtenu une grâce présidentielle présentée par l'exécutif comme une mesure d'utilité publique dans un contexte de crise. L'impunité dont jouissent les chaebols, ces gigantesques conglomerats familiaux, révèle non seulement leur collusion avec la classe dirigeante mais également la place considérable qu'ils occupent dans l'économie sud-coréenne. En 2022, les actifs des quatre plus grands groupes – c'est-à-dire SK, Samsung, Hyundai et LG – représentaient 52,9% du total des actifs des trente premiers chaebols. Ce sont ces firmes qui, il est vrai, ont tiré le pays hors du sous-développement à partir de la fin des années 1960. Ayant très tôt réalisé des économies d'échelle leur permettant de réduire les coûts de production, elles ont rapidement gagné en compétitivité et se sont imposées en leader sur les marchés internationaux de l'électronique, de la métallurgie, des équipements mécaniques ou encore de la construction navale. Grâce à leur dynamisme, elles sont parvenues à élargir leur activité et à s'implanter dans de nouveaux secteurs. Progressivement, les champions sud-coréens prennent la forme de grands conglomerats transnationaux, maîtrisant l'ensemble de la chaîne de production et disposant de maisons de commerce puissantes. Bien que les médias dominants et les économistes libéraux érigent le « miracle sur le fleuve Han » en modèle de réussite, celui-ci n'est en aucun cas le résultat des mécanismes de marché ou de la concurrence libre et non faussée. L'essor fulgurant des chaebols est en réalité le fruit de l'implication directe et constante de l'Etat dans l'activité économique. Par les privilèges et les avantages qui sont distribués aux grandes entreprises, l'expansion économique de la Corée du Sud s'accompagne d'une tendance à la concentration du capital dans les principaux secteurs industriels qui portent la

croissance. Déjà en 1968, 12,5% des entreprises créaient 65% de la valeur ajoutée nationale [1]. De ce double mouvement – croissance et concentration du capital – naît une structure oligopolistique qui caractérise toujours aujourd'hui l'économie du pays. Toutefois, le dirigisme étatique n'est pas seul en cause dans l'émergence des conglomerats. L'héritage de la période coloniale, l'accumulation primitive du capital qui caractérise l'après-guerre et la répression du mouvement ouvrier sous Park Chung-Hee concourent également à l'édification de véritables empires industriels et commerciaux.

La reconstruction au profit des Chaebols

L'essor des chaebols prend d'abord racine dans la période de reconstruction du pays, sous la présidence de Rhee Syngman. Son passage à la tête de l'Etat (1948-1960) constitue une période d'accumulation primitive du capital, au sens donné par Marx dans le Livre I du Capital, c'est-à-dire la captation non-capitaliste, et parfois extra-économique, du capital. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le soutien japonais à l'économie coréenne se dérobe et la bourgeoisie se trouve alors en grande difficulté. Poursuivre l'industrialisation entamée avant-guerre nécessite un apport de capital massif, d'autant plus que les infrastructures productives connaissent de fortes destructions au moment de la guerre de Corée (1950-1953). La sortie de guerre est donc un temps de réappropriation du capital par une fraction privilégiée de la classe possédante. En effet, les politiques protectionnistes conjuguées aux avantages octroyés par l'Etat à certaines grandes entreprises (taux d'intérêts avantageux, exonérations fiscales, droits exclusifs à l'export ou à l'import) ont engagé l'économie sud-coréenne sur la voie du monopole en favorisant l'accumulation du capital pour une poignée d'industriels privilégiés. Plus spécifiquement, en donnant la priorité aux entreprises disposant d'infrastructures et d'équipements fonctionnels pour l'affectation de l'aide matérielle, l'Etat renforce les inégalités entre les grandes firmes proches du pouvoir, ayant pu racheter à bas prix les moyens de production japonais, et les PME. De gigantesques cartels, comme la Korea Textile Association, peuvent alors se former et noyauter les marchés du textile et de l'agroalimentaire. A la fin des années 1950, 19% des producteurs textiles détenaient 89% des parts de marché. Dans l'industrie du sucre, 2% des producteurs et des raffineurs s'étaient accaparés 92% du marché sur la même période [2].

Malgré tout, il faut rappeler que les politiques économiques préférentielles menées par Rhee Syngman créent peu de conglomerats à partir de firmes nouvelles. En réalité, elles revitalisent simplement des entreprises apparues dans la collaboration avec le Japon et qui se trouvent profondément déstabilisées par la disparition du colonisateur.

Le poids de la période coloniale

Les économistes qui se sont penchés sur l'industrialisation coréenne font généralement peu de cas de la période coloniale (1910-1945) et de son héritage économique. Les destructions occasionnées dans les premières années de la libération et la perte des pôles industriels situés au nord du 38^e parallèle ont, il est vrai, rendu le capital fixe japonais fort peu mobilisable après le départ du colon. Pourtant, le développement capitaliste réalisé sous la tutelle japonaise détermine fortement la structure et la trajectoire de l'économie sud-coréenne après la Seconde Guerre mondiale. En effet, bien que la chute de l'empire mette un coup d'arrêt à cet élan, la Corée connaît une première phase d'industrialisation, sous l'impulsion nipponne, entre la fin de la Première Guerre mondiale et le début de la seconde guerre sino-japonaise. En l'espace de vingt ans, une bourgeoisie nationale fait son apparition et prospère en étroite collaboration avec les autorités coloniales. Carter Eckert, historien à Harvard et spécialiste de la Corée, prend l'exemple de la dynastie des Kim, installée dans la région du Gochang, et dont l'un des membres fonde la Kyongsong Spinning and Weaving Company en 1919 grâce au soutien d'hommes d'affaires japonais. S'étant considérablement développée avant la guerre, l'entreprise familiale prend le nom de Kyeongbang et devient un chaebol de premier plan après 1945. La famille Kim n'est pas un cas isolé. Nombre d'entrepreneurs ayant fait fortune sous Park Chung-Hee (1962-1979) ont réalisé « leurs premières expériences des affaires dans le monde du capitalisme colonial d'avant 1945 » [3]. D'après les travaux de Kim Kyu-Hyun, environ 60% des fondateurs des cinquante plus grands chaebols coréens auraient eu au moins une expérience d'entreprise pendant la période coloniale. Il en est ainsi pour Lee Byung-Chul, fondateur de Samsung qui ouvre sa société de négoce en 1938 avant d'étendre largement ses activités après 1945 (agroalimentaire, textile, etc.). Pour mener ses réformes économiques et mettre au point une stratégie industrielle cohérente, Park Chung-Hee s'est donc entouré de capitaines d'in-

dustrie chevronnés, capables de lui prodiguer des conseils et des recommandations adaptées à chaque situation. La période coloniale fait également figure de modèle ou de cadre pour le développement industriel de la Corée du Sud après la Seconde Guerre mondiale. En établissant sa domination sur la Corée, le Japon y a importé les structures spécifiques de son capitalisme. Dès les premiers temps de la Révolution de Meiji, celui-ci s'est caractérisé par un développement monopolistique [4]. L'influence japonaise sur le développement industriel sud-coréen s'effectue donc sur le mode de la « dépendance au sentier ». Puisque la première industrialisation s'était déroulée par homologie avec le capitalisme japonais, la seconde s'est inscrite spontanément dans sa continuité ; tout changement de cap pouvant être considéré comme difficile ou hasardeux. Le colonialisme a opéré une forme de conditionnement originel qui a façonné la structure productive et les rapports sociaux coréens, non seulement entre les travailleurs et le patronat, mais également entre ce dernier et l'appareil d'Etat. L'interventionnisme étatique, la concentration du capital et de la production dans les mains de quelques familles d'entrepreneurs, ou la priorité donnée aux exportations pour tirer la croissance sont autant de traits caractéristiques de l'économie coréenne qui s'inscrivent dans la continuité du capitalisme colonial. Par ailleurs, la prospérité des chaebols sous le régime autoritaire de Park Chung-Hee n'a rien de surprenant si l'on considère que certains d'entre eux naissent sous la domination du Japon. En suivant Carter Eckert, il est possible d'affirmer que « la sagesse politique que les capitalistes coréens ont emportée avec eux dans le monde d'après-guerre reposait sur l'idée que la dictature est à la fois économiquement efficace et profitable ».

L'Etat au service des conglomerats

En considérant l'industrialisation sud-coréenne dans sa profondeur historique, c'est-à-dire en nécartant pas sa première phase pré-Seconde Guerre mondiale, l'action individuelle de Park Chung-Hee ne peut plus être considérée comme seul facteur du « miracle sur le fleuve Han ». Il n'en tient pas moins un rôle déterminant car, si les germes de la réussite ont été semés avant son accession au pouvoir, il a fallu l'intervention de l'Etat et de sa bureaucratie pour qu'elle puisse advenir. La stratégie de Park est duale. Elle consiste d'abord en une politique de substitution aux importations qui passe par la création d'entreprises nationales compétitives et rentables.

MAURITANIE

Le Patronat se déclare prête à participer à la concrétisation du programme du Président de la République

Le bureau exécutif de l'Union nationale du patronat mauritanien (UNPM) s'est réuni, mercredi, en session ordinaire, sous la présidence de Mohamed Zine El Abidine Ould Cheikh Ahmed, président de l'UNPM. Selon un communiqué dont l'Agence mauritanienne d'Information a reçu une copie, le Bureau a discuté de l'actualité du moment dans le pays, à la lumière des élections présidentielles du 29 juin qui ont abouti à la réaffirmation de la confiance du peuple mauritanien au Président de la République Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani pour un second mandat.

Le Bureau exécutif a félicité Son Excellence le Président de la République M. Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani pour cette confiance bien méritée qui permettra de mettre en œuvre l'ambitieux programme que Son Excellence a présenté au peuple mauritanien. L'UNPM a également félicité le peuple mauritanien pour le climat de tranquillité, l'esprit de compétition démocratique, l'intégrité et la crédibilité dans lesquels le processus électoral s'est déroulé et dont le monde a été témoin, saluant le rôle des autorités de sécurité dans le maintien du climat de sécurité et de tranquillité qui a permis le bon déroulement des élections et la protection des vies et des biens. Dans sa déclaration, l'UNPM a exprimé sa disposition à accompagner les autorités publiques dans la mise en œuvre du programme électoral du Président de la République, précisant qu'il contient une vision objective et globale qui sert le pays et le citoyen et conduit au développement économique et social du pays. Le secteur privé jouera pleinement son rôle dans la réalisation de l'autosuffisance alimentaire, le développement d'une industrie manufacturière créatrice de valeur ajoutée et d'opportunités d'emploi, et contribuera, avec le gouvernement, à transformer le programme du Président de la République en une réalité au service des aspirations du peuple mauritanien au développement, au progrès et à la prospérité.

ÉGYPTE

Des compagnies pétrochimiques se tournent vers le gaz de schiste américain

L'Égypte enregistre actuellement une grave pénurie de gaz naturel pour la production d'électricité, suite aux tensions régionales et à une vague de chaleur inédite. Les températures élevées ont ainsi entraîné une hausse de la consommation d'électricité.

En Égypte, plusieurs entreprises de la chaîne de valeur pétrochimique envisagent d'importer du gaz de schiste en provenance des États-Unis, afin de résoudre la pénurie de gaz naturel à laquelle est confronté le pays. Rappelons que cette pénurie a entraîné la fermeture temporaire de plusieurs usines pétrochimiques au cours du mois de juin. Il y a quelques jours, le pétrochimiste Abu Qir Fertilizers a annoncé son passage partiel à l'hydrogène pour maintenir sa production. Pour y arriver, plusieurs compagnies du secteur se sont réunies dans une coentreprise. Sidi Kerir Petrochemicals (Sidpec), Egyptian Ethylene and Derivatives (ETHYDCO) et

Gama Construction Company en détiendront chacun 25 %. Egyptian Petrochemicals Company (ECHEM) en contrôlera 15 % tandis que Egyptian Natural Gas Company (GASCO) conservera les 10 % restants. Les besoins en financement étant estimés à 663 millions de dollars, il sera assuré à 40 % par les actionnaires et à 60 % par des prêts bancaires. L'Égypte qui est devenue autosuffisante en gaz naturel en 2018, fait face à une demande d'électricité sans cesse grandissante, en raison de la croissance démographique et du développement urbain. Cela exerce une grande pression sur la disponibilité du gaz naturel utilisé pour produire de l'électricité. Les coupures d'électricité qui en résultent sont exa-

cerbées par les vagues de chaleur successives, qui augmentent l'utilisation de l'air conditionné. Le mois dernier, le Premier ministre Mostafa Madbouly a déclaré que l'Égypte devait importer pour environ 1,18 milliard de dollars de gaz naturel et de mazout afin de réduire les coupures d'électricité persistantes. Même si le pays importe du gaz naturel pour produire du gaz naturel liquéfié (GNL) pour le compte du marché international, il pourrait se retrouver à devenir à nouveau un importateur net de gaz naturel. Ceci, si rien n'est fait pour renouveler les ressources exploitables, surtout dans un contexte de boom démographique et d'urbanisation à grande échelle.

LIBYE

Fitch Solutions abaisse ses prévisions de croissance pour 2024 à 7,7%

La baisse de la production de brut liée à des protestations sociales, les querelles incessantes entre les différents acteurs politiques et les retards qu'accusent les projets de reconstruction des villes ravagées par des inondations meurtrières en septembre 2023 pèsent sur les perspectives de croissance. Fitch Solutions Country Risk & Industry Research a abaissé, le 8 mai, ses prévisions de croissance économique pour la Libye à 7,7% en 2024 contre une précédente estimation de 9,5%, en raison notamment des perturbations de la production pétrolière au premier trimestre et de l'aggravation des querelles entre les principaux acteurs politiques. Dans un rapport

intitulé « Libya's political stalemate and oil disruptions will see growth weaken in 2024 », la filiale de l'agence de notation Fitch Ratings spécialisée dans la recherche a précisé que la production de brut a déjà baissé de 3,5 % en glissement annuel au premier trimestre de l'année en cours sous l'effet des protestations sociales qui ont bloqué les activités de plusieurs sites pétroliers, notant que cela pèsera sur la croissance économique sur l'ensemble de l'année étant donné que le secteur représente environ deux tiers du PIB du pays, plus de 95 % des exportations de biens et environ 97 % des recettes publiques. Les querelles incessantes entre les différents ac-

teurs politiques, y compris le bras de fer opposant le gouverneur de la Banque centrale de Libye (CBL), Al-Seddik Omar al-Kabir, au chef du gouvernement reconnu par la communauté internationale, Abdelhamid Dbeibah, continuent encore à retarder le décaissement des fonds nécessaires aux investissements publics et à décourager les investisseurs étrangers. Fitch Solutions Country fait par ailleurs remarquer que les retards qu'accusent les projets de reconstruction des villes ravagées par des inondations meurtrières en septembre 2023 plombent également la reprise des investissements. Au rang des points positifs, l'augmentation des recettes pétrolières

découlant de la hausse des cours de brut sur le marché international devrait stimuler les dépenses publiques, et avoir un effet d'entraînement sur la consommation des ménages. D'autant plus que les autorités prévoient d'augmenter les salaires dans le secteur public pour mettre fin aux protestations qui se sont déclenchées ces derniers mois autour de plusieurs terminaux pétroliers. La baisse des prix des produits alimentaires devrait aussi soutenir les dépenses des ménages, même si la dépréciation du dinar libyen de plus de 30,0 % depuis début 2024 et les nouvelles restrictions aux sorties de devises limiteront les effets positifs de ce recul des prix.

IMPLANTATION DES ENTREPRISES TUNISIENNES À L'ÉTRANGER

Un tremplin pour le développement économique et la création d'emplois

L'internationalisation des entreprises tunisiennes, notamment sur le continent africain, s'affirme comme une stratégie pour stimuler la croissance économique et favoriser la création d'emplois. L'implantation des entreprises tunisiennes à l'étranger comporte plusieurs avantages économiques majeurs, selon Mazen Al Kassem, expert international et chef de projet «Qawafel»-«Expertise France». «L'Afrique subsaharienne est l'une des régions à la croissance la plus rapide au monde. La Banque mondiale prévoit que le PIB de cette région augmentera de 3,8% en 2025 malgré les défis économiques globaux. Cette croissance crée un vaste marché pour les petites et moyennes entreprises (PME) tunisiennes, leur offrant l'opportunité de pénétrer de nouveaux marchés, de diversifier leurs activités, de réduire leur dépendance aux marchés domestiques et d'accroître la résilience des entreprises tunisiennes face aux fluctuations économiques»,

a dévoilé Al Kassem. L'expert a fait savoir qu'avec une population de 1,3 milliard de personnes, majoritairement jeune, la demande pour divers biens et services est en constante augmentation, allant des produits de consommation courante aux technologies avancées. «En se positionnant tôt sur ces marchés, les entreprises tunisiennes, pionnières, peuvent bénéficier de cette dynamique démographique favorable». Il a révélé que la compétition accrue sur les marchés internationaux pousse les entreprises à innover et à améliorer leur efficacité opérationnelle. Une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (Ocde) montre que les entreprises qui s'internationalisent ont tendance à être plus productives et innovantes. En Afrique subsaharienne, où les normes de concurrence peuvent être différentes, les entreprises tunisiennes peuvent adopter des pratiques de gestion plus flexibles et réactives par rapport à leurs pairs.

Il a cité, à titre d'exemple, le groupe tunisien «Poulina» qui a réussi à pénétrer le marché sénégalais en adaptant ses produits alimentaires aux goûts et aux préférences locales, tout en maintenant des standards élevés de qualité et de sécurité alimentaire.

Stimulation de l'innovation

Une étude sur l'impact économique de l'internationalisation des PME en Tunisie prouve que cette démarche entraîne souvent la création d'emplois locaux liés aux activités de production, de gestion et de support. «En effet, pour chaque filiale ouverte à l'étranger, des emplois sont créés en Tunisie pour gérer la logistique, la finance, le marketing et le support technique. De plus, les travailleurs tunisiens bénéficient de nouvelles opportunités de développement de compétences et d'expérience internationale, renforçant ainsi le capital humain du pays.

INVESTISSEMENT

La Côte d'Ivoire réunit la BM et le FMI au sujet de son financement climatique

Une semaine après la publication du 14e rapport de la Banque mondiale sur la Côte d'Ivoire, centré sur le financement climatique, Abidjan a accueilli une table ronde sur le financement climatique. Objectif, faire le point des besoins, des efforts déjà consentis et des soutiens attendus par le pays.

Ce vendredi 5 juillet 2023, la Côte d'Ivoire a accueilli une table ronde sur le financement climatique. L'événement, qui s'est tenu au Sofitel Hotel Ivoire d'Abidjan, a réuni plusieurs membres du gouvernement, dont le Premier ministre Robert Beugré Mambé, le vice-président régional de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Ousmane Diagana, et le Directeur Général adjoint du FMI, Bo Li. L'événement a également rassemblé de nombreux experts et partenaires techniques, et s'est tenu quelques jours après la publication de la 14e édition de l'analyse économique de la Banque mondiale sur la Côte d'Ivoire, mettant l'accent sur la stratégie de financement climatique du pays. Ayant pour thème « Renforcer le partenariat pour le financement du développement durable en Côte d'Ivoire », cette rencontre visait à renforcer la coopération internationale et à élaborer des stratégies efficaces pour lutter contre les effets du changement climatique au pays des Éléphants. Les discussions ont porté notamment sur les défis spécifiques que le changement climatique pose à la Côte d'Ivoire, tant sur le plan environnemental qu'économique et financier. Il faut rappeler que, comme plusieurs de ses pairs africains, la Côte d'Ivoire fait partie des pays particulièrement menacés par les risques

climatiques, malgré de faibles émissions de gaz à effet de serre. Selon le FMI, le pays pourrait perdre jusqu'à 13 % de son PIB d'ici 2050 s'il ne finance pas efficacement sa lutte contre le changement climatique. Dans le cadre de sa contribution déterminée au niveau national (CDN), la Côte d'Ivoire a estimé ses besoins de financement à 22 milliards de dollars, à mobiliser avec l'appui des partenaires multilatéraux ainsi que du secteur privé. Cependant, la mobilisation reste lente, notamment en raison de la non-concrétisation des promesses de financement des pays riches, principaux pollueurs mondiaux. « La lutte contre le changement climatique nécessite des investissements importants à mobiliser rapidement pour réduire la vulnérabilité du pays. Rien que pour la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national jusqu'en 2030, les ressources nécessaires sont estimées à environ 17 % du PIB sur la période. Dans cette perspective, l'appui des partenaires internationaux, des institutions financières, des donateurs et des investisseurs privés apparaît essentiel pour amplifier nos efforts et atteindre nos objectifs climatiques. C'est tout l'essence de cette table ronde, dont l'objectif est de solliciter votre appui », a souligné Robert Beugré Mambé, Premier ministre de la Côte d'Ivoire.

La Côte d'Ivoire, bon élève de la lutte contre le changement climatique

Dans son discours, le vice-président régional de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Ousmane Diagana, a félicité les autorités ivoiriennes pour leurs efforts dans la lutte contre le changement climatique. Selon lui, trois initiatives majeures soulignent le leadership de la Côte d'Ivoire en matière de climat en Afrique de l'Ouest : l'adoption par décret du Rapport sur le Climat et le Développement (CCDR), faisant de la Côte d'Ivoire le premier pays à le faire, les efforts menés dans le cadre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD) du FMI, et l'opérationnalisation du CCDR. Il a également suggéré la création d'un Secrétariat chargé de la mise en œuvre et du suivi de l'action climatique du gouvernement et du secteur privé. « Le pays est véritablement à la pointe de la mobilisation des financements, ayant déjà émis sa première obligation durable et se positionnant comme un leader dans la région », a-t-il déclaré. Et d'ajouter : « Nous tenons à féliciter la Côte d'Ivoire pour cette réalisation et exprimons notre fort soutien à continuer d'innover en établissant un cadre solide de financement lié à la durabilité ».

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

La croissance du dépôt des ménages s'accélère

Ces ressources constituent une opportunité pour les banques de ce pays de travailler sur l'innovation des produits de placement financier, dans une économie qui bénéficie graduellement d'un contexte en amélioration constante. A fin mai 2024, les dépôts bancaires en République démocratique du Congo (RDC) ont atteint 12,87 milliards \$, selon des données publiées le mardi 2 juillet 2024 par la Banque centrale du Congo (BCC). Ce chiffre représente une hausse de 5,45 % par rapport à celui du mois d'avril 2024. Cette progression marque également une accélération de la croissance, après une hausse de 4,0 % des dé-

pôts en 2023, lorsque ceux-ci avaient atteint 12 milliards \$. Les ménages représentent une part significative de ces dépôts, avec une contribution de 33,5 % à la structure totale des dépôts bancaires. Ce niveau de participation démontre une augmentation de leurs ressources disponibles, une tendance continue à épargner et une confiance dans le système financier. Les entreprises privées occupent le deuxième rang avec un total de 32,4 % des dépôts. Cette épargne progressive des ménages implique des opportunités accrues pour un secteur financier qui peut répondre avec plus de flexibilité aux besoins de finance-

ment des entreprises, petites et grandes, ainsi que de l'Etat. Dans le sillage de l'augmentation des dépôts, la BCC note en effet que les crédits bruts accordés par les banques ont également progressé, atteignant 7,78 milliards \$ à fin mai 2024, en hausse de 0,9 % par rapport au mois précédent. Les banques ont également une opportunité de continuer d'innover pour trouver de nouveaux services de placement au profit de leurs clients. Avec une croissance de 28,9 % des crédits à l'économie en 2023, on observe en RDC une demande soutenue de financement pour l'expansion et l'investissement des entreprises et des particuliers.

Cette demande est renforcée par une politique de gestion de la dette publique de nature à instaurer plus de sérénité pour les prêteurs. En effet, le gouvernement, dans ses opérations financières, a déjà remboursé 448,3 milliards de francs congolais (156,6 millions \$) de dettes entre janvier et juin 2024. C'est 82 % de plus que sur la même période en 2023. Financer le secteur privé d'une économie qui est dopée par une balance commerciale des biens estimée à +3,4 milliards \$ pour la période allant de janvier à mai 2024 est désormais le contexte dans lequel évoluera le secteur bancaire congolais pour la deuxième moitié de l'année.

KENYA

Les raffineurs d'huile de palme contre la taxe d'importation de 10%

Au Kenya, le gouvernement envisage de lever 2,7 milliards \$ d'impôts supplémentaires dans le cadre de son projet de loi 2024/2025 afin de réduire le déficit budgétaire et limiter ses emprunts. Il cible plusieurs produits pour collecter l'assiette fiscale. L'Association des raffineurs d'oléagineux du Kenya a adressé une requête au gouvernement pour l'exhorter à

suspendre la taxe de 10% frappant les importations d'huile de palme. D'après le groupement, cette mesure appliquée pour le compte du nouvel exercice financier qui s'étend de juillet 2024 à juin 2025 est un problème majeur pour l'ensemble des opérateurs du pays qui dépendent des achats d'huile de palme brute sur le marché international pour pouvoir faire tourner leurs unités.

Face à ce prélèvement qui devrait augmenter le coût d'approvisionnement en matières premières, l'association indique qu'elle pourrait augmenter le prix de vente des produits manufacturés au détriment des consommateurs finaux. Ce plaidoyer des industriels intervient alors que dans le cadre du controversé projet de loi 2024/2025, les importations d'huile de palme

sont aussi frappées d'une taxe sur valeur ajoutée de 16%, de frais de déclaration d'importation de 2,5% et d'un prélèvement fiscal de 2% au profit du développement ferroviaire. Il faut rappeler que le Kenya est le second importateur africain d'huile de palme derrière l'Égypte, avec 1 million de tonnes en 2023/2024 selon les données du Département américain de l'agriculture (USDA).

GABON

Le pays annonce avoir soldé ses échéances impayées chez la Banque mondiale

Le Gabon prépare l'obtention de 139,3 millions € (près de 91,3 milliards FCFA) en prêt de la BIRD, notamment pour financer le projet d'Harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre - Série de Projets 2 (Hiswaca), et le projet Gabon Digital. Le ministère gabonais des Comptes publics a annoncé avoir soldé les impayés qui ont récemment valu au pays une suspension de la liste des éligibles aux financements de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. « À ce jour, le ministère des Comptes publics, par l'intermédiaire de la direction générale de la comptabilité publique et du trésor, a déjà procédé au paiement de ces impayés. L'ensemble des échéances de dette au profit des autres créanciers multilatéraux est en cours de paiement et devrait être totalement apuré d'ici quelques jours » indique le communiqué ministériel relayé par Le Nouveau Gabon. Les autorités gabonaises expliquent aussi le retard de règlement des échéances dues au guichet non concessionnel du groupe de la Banque mondiale par des « raisons techniques ». La BIRD n'a pas encore émis de commentaire sur cette apuration, mais le Gabon devrait logiquement redevenir éligible aux appuis financiers l'institution.

BOURSE DE PARIS

Hausse sensible au lendemain des législatives

La bourse de Paris gagne près de 0,9% ce matin, vers 7745 points, tirée par Eurofins Scientific et Crédit Agricole notamment (+2,1%), au lendemain du 2nd tour des élections législatives.

Les urnes ont placé l'alliance de gauche du 'Nouveau front populaire' (NFP) en tête du scrutin (182 sièges), devant le parti présidentiel (168 sièges) et le Rassemblement National (143 sièges) considéré comme le grand perdant de la soirée. Les marchés financiers - qui redoutaient par-dessus tout une poussée des extrêmes - semblent accueillir ce scénario avec une certaine sérénité ce matin. La perspective d'une Assemblée divisée offre l'avantage, du point de vue de certains observateurs, de compliquer la mise en oeuvre de mesures jugées défavorables aux marchés, comme une hausse de la fiscalité ou une nouvelle dérive des finances publiques. 'Dans l'ensemble, nous pensons que les investisseurs se satisferont du fait que le scénario du pire ait été évité, à savoir que le RN ou le NFP dispose d'une majorité absolue', estime Jack Allen-Reynolds, économiste chez Capital Economics. 'Mais les choses sont encore loin de se présenter favorablement pour la France', souligne-t-il. 'Au vu des dissensions à l'Assemblée, il va être difficile qu'un gouvernement réussisse à faire adopter les mesures budgé-

taires nécessaires pour que la France respecte les règles européennes et remette sa dette publique sur une trajectoire saine', ajoute Jack Allen-Reynolds. Une période incertaine va ainsi s'ouvrir, voire une sorte de 'troisième tour', en attendant de savoir qui sera le prochain Premier ministre. 'Il n'est pas évident de savoir ce qui va se passer maintenant', reconnaît Jack Allen-Reynolds, chez Capital Economics. 'Emmanuel Macron va devoir nommer un chef de gouvernement et sachant que le NFP affiche une majorité relative, ce dernier pourrait demander à ce que l'un de ses candidats soit choisi comme futur Premier ministre', prévient l'économiste. 'La formation d'un nouveau gouvernement va s'annoncer ardue', renchérit les équipes de Commerzbank. Dans ce contexte, l'évolution des emprunts d'Etat français et l'écart avec leurs équivalents allemands seront, encore une fois, très suivis aujourd'hui sur le compartiment obligataire. Ce matin, le Bund allemand à 10 ans évolue autour des 2,54% tandis que l'OAT de même échéance est stable, vers 3,21%. Sur le marché des changes, l'euro faiblit pour l'instant face au dollar, mais dans des

proportions qui restent modérées, autour de 1,0825\$/E. Si la situation politique française et son impact sur l'économie constituent toujours une grande inconnue pour les marchés, ceux-ci devront composer avec d'autres motifs de préoccupation dans les jours qui viennent. Demain, l'audition de Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale américaine, par le Congrès, pourrait toutefois confirmer la perspective d'une baisse des taux après l'été, au cas où l'inflation continuerait d'évoluer dans le bon sens. Jeudi seront publiés les derniers chiffres des prix à la consommation à paraître avant la prochaine réunion stratégique de la Fed, prévue le 31 juillet, qui devraient justement confirmer la récente tendance au ralentissement de l'inflation. Enfin, le coup d'envoi de la saison des résultats de deuxième trimestre sera donné

vendredi, avec les comptes des grandes banques américaines JP Morgan, Citi et Wells Fargo. Dans l'actualité des sociétés françaises, Veolia annonce avoir conclu un accord avec les autorités marocaines pour la cession à la Société Régionale Multiservices Casablanca-Settat, de l'intégralité de sa participation dans Lydec, acquise lors de la prise de contrôle de Suez en 2022. Virbac annonce relever ses objectifs pour 2024, visant ainsi une croissance de son chiffre d'affaires à taux de change constants entre 12,5 et 14,5% (soit une croissance organique désormais attendue de 7 à 9%). AB Science fait part de résultats positifs pour une étude de phase 2 évaluant la tolérance et l'efficacité de son masitinib associé à l'isoquercétine chez des patients hospitalisés atteints de Covid-19 modérée ou sévère.

POINT-MARCHÉS

L'Europe hésite avec les incertitudes politiques en France

Les Bourses européennes évoluent sur une note hésitante à l'ouverture lundi, l'incertitude politique en France ajoutant à la prudence des investisseurs avant une salve d'indicateurs américains, cette semaine. À Paris, le CAC 40 progresse de 0,22% à 7.692,09 points vers 07h35 GMT après avoir ouvert dans le rouge. Il affiche encore un recul de 4% depuis l'annonce, le 9 juin, de la dissolution surprise de l'Assemblée nationale. À Francfort, le Dax gagne 0,13%, tandis que le FTSE, à Londres perd 0,15%. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 grappille 0,02%, l'EuroStoxx 50 prend 0,4% et

le Stoxx 600 avance de 0,24%. L'alliance de gauche du Nouveau Front populaire (NFP) est arrivée en tête du second tour des législatives, mais aucun parti n'a obtenu de majorité absolue, suscitant une vive incertitude sur l'avenir politique du pays et la situation de ses finances publiques. Les investisseurs seront à l'affût des prochains développements politiques et la volatilité sur les actifs français pourrait perdurer. Au sein du CAC 40, les banques françaises, durement affectées depuis l'annonce de la convocation d'élections législatives antici-

pées, restent sous pression. BNP Paribas recule de 0,4%, Société Générale est stable et Crédit Agricole gagne 0,6%. L'agenda sera par ailleurs chargé cette semaine outre-Atlantique. Mardi et mercredi, le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, commentera la politique monétaire de la banque centrale devant le Congrès et le Sénat américains. Jeudi sera publiée l'inflation CPI pour juin, tandis que débutera la saison des résultats du deuxième trimestre ce même jour. Les grandes banques américaines devraient notamment publier leurs chiffres vendredi.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 08 Juillet 2024					
Valeur : 10 Juillet 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.1803	134.1953
1	EUR	EURO		145.3844	145.4543
1	GBP	POUND STERLING		171.9158	171.9571
100	JPY	JAPANESE YEN		83.3884	83.4133
1	CNY	CHINESE YUAN		18.4572	18.4595
1	CHF	SWISS FRANC		149.9389	150.0227
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.4159	98.4558
1	DKK	DANISH KRONE		19.4950	19.4989
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.7883	12.7915
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7035	12.7075
1	AED	UAE DIRHAM		36.5305	36.5366
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7700	35.7759
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.4977	438.6901
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.7514	43.1811
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5722	13.5737
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4117	27.5521
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5329	3.5333
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.6684	176.6684

BOURSE DE FRANCFORT

Le secteur des compagnies maritimes prend l'eau

À la suite des résultats électoraux en France, le Dax commence à +0,73% à 18 611 points et le MDAX est à l'équilibre à 25 730 points. Le résultat définitif des élections législatives donne la coalition de gauche NFP en tête avec 180 sièges. L'alliance du parti présidentiel, qui arrive deuxième avec 163 sièges, et de la coalition de gauche fait reculer l'union d'extrême droite avec le Rassemblement National à sa tête, qui obtient un résultat moins important qu'escompté avec 143 sièges. La France apparaît ingouvernable sans majorité claire, ce qui devrait bloquer l'adoption de tout programme électoral. La dési-

gnation du prochain premier ministre devient le nouveau sujet d'attention. L'office allemand des statistiques a révélé un ralentissement du commerce extérieur allemand pour le mois de mai. Les exportations atteignent 131,6 milliards d'euros, marquant une baisse de 3,6 % par rapport au mois précédent et de 1,6 % par rapport à l'année précédente. Les importations s'élèvent à 106,7 milliards d'euros, en recul de 6,6 % sur un mois et de 8,7 % sur un an. Malgré ces baisses, la balance commerciale affiche un excédent de 24,9 milliards d'euros, un résultat supérieur aux attentes.

Les variations du jour

Dans le MDAX, Delivery Hero recule de 6% suite à l'annonce d'une amende plus élevée que prévu pour des infractions au droit européen de la concurrence. L'amende devrait s'élever à plus de 400 millions d'euros, alors que l'entreprise avait initialement provisionné 186 millions d'euros. K+S chute de 6,7% après que Bank of America ait baissé sa recommandation sur l'action, passant de "Acheter" à "Sous-pondérer". Pour les investisseurs des compagnies maritimes, les spéculations sur un ces-

sez-le-feu dans la guerre de Gaza ont des répercussions négatives. Les actions de Hapag-Lloyd ont baissé de 4,5 %, celles de Moller Maersk de 4,9 %, et Cosco Shipping a clôturé cette nuit à -8,3%. Les tensions prolongées au Proche-Orient avaient auparavant provoqué une hausse des taux de fret maritime en raison de l'allongement des routes. Avec la perspective d'une reprise du trafic par la mer Rouge, une diminution rapide des taux de fret est probable, ce qui pourrait réduire les marges des compagnies maritimes.

ALLEMAGNE

Après un long conflit, la coalition d'Olaf Scholz trouve un accord sur le budget 2025

Après des semaines d'âpres négociations, les trois partis composant la coalition au pouvoir outre-Rhin ont trouvé un accord de principe sur le budget 2025.

Le chancelier allemand Olaf Scholz et ses alliés ont conclu un accord de principe sur le budget 2025, a-t-on appris de source proche de la coalition, épilogue d'un long conflit qui a fait vaciller le gouvernement. "Un accord a été trouvé" au bout de la nuit entre le chancelier, son vice-chancelier et ministre écologiste de l'Economie Robert Habeck et le ministre libéral des Finances Christian Lindner, a indiqué cette source. Ils négociaient depuis plusieurs semaines, avec une dernière session qui avait débuté jeudi après-midi. Aucun détail n'a immédiatement filtré de ce compromis, qui comprend également un plan de soutien à la croissance. L'ensemble doit être présenté par Olaf Scholz dans la matinée aux groupes parlementaires qui composent la coalition tripartite au pouvoir. Il intervient après des semaines d'âpres négociations entre les partenaires de la très impopulaire coalition en place depuis fin 2021. Les trois partis qui la composent ont enregistré de

piètres résultats au récent scrutin européen. Économiser 30 milliards d'euros À l'origine de la crise: la demande du ministre des Finances à ses homologues d'économiser quelque 30 milliards d'euros pour l'an prochain. Les écologistes et de nombreux responsables du parti social-démocrate du chancelier ont de leur côté plaidé pour laisser filer les déficits pour relancer l'économie et financer le réarmement du pays face à la menace russe, via une nouvelle suspension du "frein à l'endettement". Ce plafond, inscrit dans la Constitution, impose de limiter le recours à l'emprunt. Il a été levé lors des années de crise liées au Covid-19 puis à la guerre russe en Ukraine. Mais les Libéraux, très stricts sur les questions budgétaires, ne veulent plus en entendre parler désormais et réclament le retour à la rigueur, avec des coupes dans les dépenses sociales. Et, selon les médias allemands, le ministre des Finances a obtenu gain de cause sur

ce point. Ce frein ne permet pour l'an prochain qu'un déficit budgétaire fédéral de l'ordre de 24 milliards d'euros. À l'inverse les Verts et plusieurs dirigeants sociaux-démocrates ont jugé en l'état qu'une politique de rigueur s'accordait mal avec une conjoncture morose, marquée par une croissance à la traîne des grandes nations industrielles, et les besoins de l'armée. Selon la presse allemande, le ministère de la Défense n'obtient au final qu'une faible hausse de son budget, très inférieure à ce qu'il réclamait. Ce conflit a fait craindre un moment une possible rupture du contrat de coalition, bien avant la fin de la mandature prévue à l'automne 2025. L'objectif des négociations était également de convenir d'un paquet de mesures pour dynamiser l'économie. Le gouvernement avait prévu d'adopter le projet de budget pour 2025 lors du conseil des ministres du 3 juillet. La date du 17 juillet est désormais avancée, avant un examen par le Parlement à l'automne.

TAXATION DES MILLIARDAIRES

Une idée qui progresse au G20

Un rapport commandé par le G20, détaille comment pourrait fonctionner un impôt minimal mondial sur les milliardaires qui échappent à l'impôt. Imposer les ultrariches pour financer la lutte contre les inégalités et le changement climatique. Il y a quelques années encore, la plupart des dirigeants de la planète balayaient une telle idée d'un revers de main. Aujourd'hui, certains s'y penchent sérieusement. A commencer par le Brésil, qui préside le G20 en 2024, et en a fait l'une de ses priorités. « Une taxation minimale de 2 % sur la

fortune des 3 000 personnes dont le patrimoine dépasse le milliard de dollars dans le monde rapporterait entre 200 milliards et 250 milliards de dollars [186,7 à 233,5 milliards d'euros] par an », souligne Gabriel Zucman, directeur de l'Observatoire européen de la fiscalité. Fin février, le Brésil a commandé à l'économiste, également professeur à l'université californienne de Berkeley, un rapport sur la mise en place d'une telle mesure. Publié mardi 25 juin, en amont des réunions des ministres des finances du G20 des 25 et 26 juillet à Rio de Janeiro, celui-ci

pose un constat sans appel : l'impôt sur le revenu acquitté par ces milliardaires ne représente que 0,3 % de leur patrimoine. Cela, parce que l'essentiel de leurs revenus ne provient pas de salaires, mais des entreprises qu'ils détiennent, notamment par le versement des dividendes. Or, ceux-ci sont peu, voire pas imposés, grâce aux diverses techniques d'optimisation qu'ils déploient. « Toutes taxes comprises, les particuliers très fortunés paient moins d'impôts en proportion de leurs revenus que les autres groupes sociaux », souligne le rapport. De plus, la richesse de ces 3

000 milliardaires, estimée à 14 400 milliards de dollars par le magazine Forbes, a progressé d'environ 7,1 % par an – hors inflation – entre 1987 et 2024, soit bien plus vite que la richesse moyenne (3 % par an). Un phénomène qui a contribué au creusement des inégalités et à la défiance croissante à l'égard des dirigeants politiques, tout en minant le financement des services publics. « Au-delà des gains de revenus pour les gouvernements, un impôt minimal de 2 % sur les plus riches renforcerait la confiance et de la cohésion sociale », souligne M. Zucman.

FINLANDE

Finnvera et la BEI soutiennent la croissance et l'investissement des entreprises de taille intermédiaire

Alors que l'incertitude plane sur les perspectives économiques de la Finlande et que les entreprises du pays reportent leurs investissements, Finnvera Plc et la Banque européenne d'investissement (BEI) appuient des projets qui favorisent l'emploi, la croissance et la transition des entreprises de taille moyenne vers les énergies propres. La BEI accordera une garantie de 200 millions d'euros à Finnvera, banque nationale de promotion économique et organisme officiel finlandais de crédit à l'exportation, afin de faciliter le financement des entreprises de taille intermédiaire dans le pays. L'objectif est de lever les obstacles à l'accès au financement en partageant les risques liés aux incertitudes économiques comme l'inflation, les taux d'intérêt élevés, les possibilités limitées de croissance externe et l'imprévisibilité concernant l'approvisionnement en énergie. Le soutien de la BEI permettra à Finnvera de constituer un portefeuille de nouveaux prêts d'un montant total pouvant atteindre 400 millions d'euros. Forte d'une capacité de prêt accrue, Finnvera pourra ainsi offrir aux entreprises un accès à des financements assortis de conditions favorables, telles que des taux d'intérêt réduits et des exigences moins strictes en matière de sûreté. Cette opération contribuera à mobiliser environ 560 millions d'euros d'investissements dans l'économie réelle. Il s'agit du premier accord de la BEI en Finlande prenant la forme d'une garantie directe au cas par cas sur de nouveaux financements accordés aux entreprises de taille intermédiaire, à savoir celles comptant entre 250 et 3 000 salariés. La garantie signée relève d'un programme de partage des risques associés à un portefeuille (LinkedRisk-Sharing Programme – LRS) et couvrira jusqu'à 50 % des nouveaux prêts. Les fonds de la BEI bénéficieront aux entreprises par l'intermédiaire des réseaux et des agences de Finnvera.

SELON BRUXELLES (UE)

Le modèle «payer ou consentir» de Meta enfreint la loi sur les marchés numériques

Le modèle "payer ou consentir" de Meta demande aux utilisateurs d'autoriser le traitement de leurs données personnelles ou de payer un abonnement. La Commission européenne estime que le nouveau modèle de Meta qui oblige les utilisateurs à choisir entre un abonnement payant ou renoncer à leurs données pour du ciblage publicitaire, n'est pas conforme à la récente loi sur les marchés numériques (DMA). Entrée en vigueur en mars 2024, cette législation historique de l'Union européenne

visait à freiner les abus de pouvoir des géants du numérique et à garantir une concurrence plus équitable dans le monde numérique. Meta, la société mère de Facebook et d'Instagram, a été désignée comme "gardien" en vertu de la loi sur les marchés numériques (DMA) et est soumise à des obligations plus strictes. En réaction à cette loi, Meta a introduit en novembre 2023 un nouveau système de publicité ciblée qui demande aux utilisateurs de choisir entre deux options : Utiliser l'application gratuitement mais autori-

ser le traitement des données personnelles. Payer un abonnement mensuel pour utiliser la plateforme sans publicité et sans autoriser le traitement de ses données. Dans ses conclusions préliminaires publiées lundi, la Commission estime que ce choix binaire n'est pas conforme au règlement général sur la protection des données (RGPD) car il "oblige les utilisateurs à consentir au traitement de leurs données personnelles et ne leur offre pas une version moins personnalisée mais équivalente des réseaux sociaux de Meta".

En d'autres termes, l'accès aux fonctionnalités de l'application varie en fonction du choix des utilisateurs. "Les gardiens ne peuvent pas subordonner l'utilisation du service ou de certaines fonctionnalités au consentement des utilisateurs", précise la Commission. Un modèle intermédiaire, dans lequel les clients de Meta qui ne donnent pas leur feu vert au traitement de leurs données pourraient néanmoins bénéficier d'un service similaire sans publicité ciblée, serait l'option préférée de Bruxelles.

Le prix de la Fiat Panda Classic est une mauvaise nouvelle



Devenue "Panda Classic", la nouvelle Fiat Pandina présentée en début d'année devient sensiblement plus cher que la Panda qu'elle remplace. Mauvaise nouvelle pour ceux qui attendaient une citadine pratique et vraiment bon marché.

Il y a quelques jours, Fiat a levé le voile sur la Grande Panda. Cousine technique de la Citroën C3, cette nouvelle citadine repositionne le constructeur italien sur le créneau des citadines et on s'attend à découvrir des prix très doux pour cette nouvelle rivale de la Renault Clio et de la Peugeot 208.

Présentée quelques mois plus tôt, la Fiat Pandina reprenait de son côté les éléments de la Panda actuelle de 70 chevaux mais en l'adaptant aux normes européennes GSR2. A l'image des Peugeot 206 Plus et autres Renault Clio Campus, elle avait vocation à rester au catalogue en prenant le relai de la Panda pendant quelques années, en-dessous de la Grande Panda à des prix encore plus abordables que cette dernière.

En finition Pandina, la Panda Classic reprend le kit carrosserie de la Panda Cross actuelle.

Elle coûte 2 300€ de plus que la Panda !

Hélas, elle n'est pas si abordable que ça, cette Pandina. Elle s'appelle d'ailleurs finalement « Panda Classic », le nom « Pandina » correspondant uniquement à la finition haut de gamme du modèle. Dans sa finition d'entrée de gamme « City », cette Panda légèrement améliorée coûte 15 900€ au minimum. C'est 2 300€ plus cher que la Panda actuelle, toujours disponible en stock au prix de 13 600€ en version de base avec la climatisation manuelle.

Certes, la Panda Classic possède de série un combiné d'instrumentation numérique de 7 pouces, une sellerie « Pandina » mais aussi les équipements rendus obligatoires par la norme GSR2 comme le radar de recul, l'aide au maintien dans la voie ou la reconnaissance des panneaux. Mais on a du mal à trouver dans ces équipements un avantage correspondant à 2 300€. La Pandina haut de gamme ajoute la carrosserie « Cross », l'écran tactile central de 7 pouces compatible Apple Carplay & Android Auto ou encore les jantes de 15 pouces. Elle coûtera 17 900€, ce qui ne la place plus très loin d'une Citroën C3 de 100 chevaux très bien équipée en finition Max. Bref, on a du mal à trouver de l'intérêt à cette Panda Classic compte tenu des prix affichés.

C'EST DÉSORMAIS OFFICIEL !

Un nouveau coupé hybride pour Honda en Europe

Il y a 46 ans, la première Prelude prenait vie, il y a 25 ans, Honda s'aventurait dans la technologie hybride. Le constructeur japonais rassemblera prochainement les deux sous la forme d'un coupé sportif.

Ce n'est pas toujours possible, mais Honda s'approprie cette année l'adage qui dit que d'une pierre, on peut faire deux coups. En l'espèce, il s'agit, primo, de donner une héritière légitime au coupé Prelude dont la première mouture est apparue en 1978 – nous avons d'ailleurs un exemplaire plus neuf qu'à sa sortie d'usine sous la main – et dont le cinquième et dernier opus à ce jour a quitté la scène en 2001. Secundo, poursuivre dans le sillon de l'hybride creusé il y a 25 ans par l'Insight (voir notre galerie photo) et qui permet au constructeur japonais de proposer aujourd'hui cinq modèles dotés de cette technologie dans sa gamme (Jazz, CR-V, HR-V, ZR-V et Civic), même si cet historique ne lui a pas permis de devenir une référence de cette technologie de loin dominée par Toyota.

Rouge sur blanc...



quée. Tout juste nous a-t-il dit que la base technique dérivait de celle de la Civic mais avec bon nombre de modifications tandis qu'à demi mot les deux moteurs électriques ont été évoqués. Pour le reste malgré notre insistance, rien n'a filtré, la future Honda Prelude sera-t-elle une pure traction ou bien bénéficiera-t-elle d'une transmission intégrale ? Les deux

nez strié de ce concept évoque très clairement celui de la Prelude de quatrième génération qui fut au catalogue de 1991 à 1996.

Autre objet de frustration, l'habitacle du véhicule qui sera d'architecture 2+2 à l'image de celui de son aïeule quadragénaire auquel nous n'avons pas encore accès. La maquette de style laissait tout de même entrevoir au travers d'un vi-



Ainsi le concept car Honda Civic présenté sous une livrée d'un blanc immaculé à l'automne dernier au salon de la mobilité à Tokyo puis avec une robe rutilante accentuant son caractère sportif que nous avons pu approcher en studio dans la campagne anglaise annonce la future Prelude qui rejoindra la gamme à l'horizon 2026 et qui bénéficiera d'une motorisation hybride. Une formule deux en un donc.

A noter que le prototype blanc de Tokyo évoquait l'électrification sans donner de précision, le rouge que nous avons à disposition a changé son fusil d'épaule et est désormais le chantre officiel de l'hybridation. Katsushi Okuda, le responsable du projet Honda Prelude était présent et il a qualifié le véhicule de manifeste à contre courant des SUV électriques qui phagocytent le marché, c'est l'illustration du savoir-faire Honda en termes de dynamisme et de plaisir de conduite. Malheureusement, l'ingénieur japonais sait garder ses secrets et n'est guère causant sur la technologie embar-

hypothèses tiennent toujours la corde. N'oubliez pas non plus avoir dès aujourd'hui une fiche technique, il est encore trop tôt pour cela nous a fait comprendre Honda. La seule promesse faite à ce jour est celle d'offrir un coupé sport sans malus ce qui est rare, pour ne pas dire inexistant, sur le marché.

Un détail qui rend hommage à la Prelude 4

Notre visite du jour nous a tout de même permis d'appréhender les volumes râblés et dynamiques de l'engin dont la robe est tout en muscle. Ponctué par de beaux éléments en carbone (coques de rétroviseurs, double bossage de pavillon, aileron ouvragé tout au bout du coffre et des bas de caisse affûtés comme des lames), la physionomie du véhicule que vous avez sous les yeux sera à 80% celle du modèle qui rejoindra la gamme au mieux en 2026. Les poignées de portes affleurantes seront strictement les mêmes. Et dans le détail, le

trage ultra sombre le haut de sièges sport, de la jante du volant ainsi qu'une large dalle panoramique. Mais il ne faut pas se fier aux apparences, en effet, le concept Renault 5 Prototype apparu en 2021 esquissait une forme de planche de bord que la version de série apparue cette année n'a pas reconduit. En tout cas, une chose est sûre, c'est que la Prelude ne reprendra pas le mobilier de la Civic, elle bénéficiera d'une présentation plus « premium » dicit Honda. Entre la Prelude d'hier et celle de demain, une Honda NSX de seconde génération (photo ci-dessus) était aussi présente dans le studio anglais – le concept Honda Prelude fera son apparition du 11 au 14 juillet au Festival of Speed de Goodwood – ou nous avons réalisé ce reportage, sa présence n'était pas du au hasard. Il se murmure déjà qu'après la Prelude, un modèle hybride encore plus sportif est en préparation. Serait-ce une future NSX 3 ? Ou bien plus raisonnablement, une future Honda Accord Coupé hybridée ?

L'ENTRAÎNEMENT DES MODÈLES D'IA

Un gouffre financier

La note financière pour former des modèles d'IA ne cesse de grimper pour atteindre des milliards de dollars. Pour essayer de réduire la facture, les fournisseurs planchent sur des modèles comme Google Deepmind pour accélérer cet apprentissage.



Si l'IA est un cauchemar environnemental pour la consommation énergétique, elle s'avère aussi particulièrement coûteuse sur le plan financier. Les investissements en infrastructure (serveurs, stockage, GPU,...) et la formation des modèles d'IA font vite grimper la facture comme l'indique Dario Amodei, CEO de Cohere dans le podcast Good Company, « pour l'instant, c'est 100 millions. Il y a des modèles en formation aujourd'hui qui coûtent plutôt un milliard de dollars ». Il ajoute, « je pense que si nous atteignons dix ou cent milliards en 2025, 2026 et peut-être 2027 ».

Pour lui, le prix du matériel est un facteur de coût important pour la formation de l'IA. En 2023, il a été rapporté que ChatGPT nécessitait plus de 30 000 GPU, et Sam Altman a confirmé que ChatGPT-4 avait coûté 100 millions de dollars à former. L'année dernière, plus de 3,8 millions de GPU ont été livrés aux datacenters. Le dernier accélérateur B200 de Nvidia coûtant entre 30 000 et 40 000 dollars HT, on peut supposer que l'estimation de Dario Amodei d'un milliard de dollars est en bonne voie pour 2024. Sans parler des 300 000 B200 qu'Elon Musk souhaite acquérir pour entraîner Grok avec son supercalculateur.

Le risque d'une bulle financière sur l'IA

Un autre point de vue montre le caractère dispendieux de l'IA. David Cahn, analyste pour la société de capital-risque Sequoia Capital a écrit un billet sur « l'IA une question à 600 milliards de dollars » en estimant que le fossé entre les investissements de l'écosystème et les revenus générés par

l'IA se creuse. Pour lui, avec l'ensemble des dépenses, il faudrait aujourd'hui que les acteurs génèrent 600 milliards de dollars de revenus par an. Un objectif difficilement réalisable selon l'analyste qui souligne, « en supposant que Google, Microsoft, Apple et Meta génèrent chacun 10 milliards de dollars par an grâce à l'IA et que d'autres entreprises comme Oracle, ByteDance, Alibaba, Tencent, X et Tesla génèrent 5 milliards de dollars chacune, il reste un écart de 500 milliards de dollars ».

La position dominante de Nvidia sur la fourniture d'accélérateurs pour l'IA constitue un frein à un marché plus équilibré. Dépendance sur l'approvisionnement, la fixation des prix sont autant de comportements qui commencent à être scrutés par les autorités de la concurrence (en France notamment), mais aussi par la Commission européenne. Magrethe Vestager s'est récemment inquiétée de « l'énorme goulet d'étranglement » que constitue l'approvisionnement des puces par Nvidia.

L'ensemble de ces facteurs font craindre à David Cahn, une bulle financière autour de l'IA. Si « la frénésie spéculative fait partie de la technologie », l'analyste s'inquiète de « l'illusion que nous allons tous devenir riches rapidement, parce que l'IAG (intelligence artificielle générale) arrive demain, et que nous devons tous stocker la seule ressource précieuse, à savoir les GPU ».

Un entraînement en voie d'optimisation

Dans la course aux dépenses, les acteurs travaillent d'arrache-pied pour améliorer l'entraînement des modèles

et réduire ainsi le temps nécessaire à la formation et donc de facto consommer moins de ressources. Parmi eux, il y a Deepmind, filiale de Google qui vient de dévoiler la méthode JEST (Joint Example Selection). Les méthodes d'entraînement habituelles se concentrent sur des points de données individuels pour la formation et l'apprentissage, alors que la méthode JEST se base sur des lots entiers. Elle crée d'abord un petit modèle d'IA qui évalue la qualité des données provenant de différentes sources, en classant les lots en fonction de leur qualité. Il compare ensuite ce classement à un ensemble plus important de données de moindre qualité. Le petit modèle JEST détermine les lots les plus adaptés à la formation, puis un grand modèle est formé à partir des résultats du petit. Selon Deepmind, « cette approche surpasse les modèles de pointe avec jusqu'à 13 fois moins d'itérations et 10 fois moins de calculs ».

Les fournisseurs d'infrastructures ne sont pas en reste pour proposer des IA Factory mélangeant des briques matérielles (serveur, stockage et réseau) optimisées pour l'IA et des services comme chez Dell, HPE, Cisco ou Lenovo.

La brique logiciels n'est pas oubliée avec des évolutions au sein des bases de données et la prise en charge des vecteurs, mais aussi sur les efforts menés par les pure players sur leurs modèles comme OpenAI, Anthropic, Mistral AI, Meta ou Google. Il est probable que dans les années qui viennent, l'optimisation IT, des besoins plus identifiés et des actions de régulation entraînent des dépenses plus ciblées et freinent cette course folle...

Des chercheurs utilisent l'IA générative pour simplifier la classification des transitions de phase

Des chercheurs du MIT et de l'Université de Bâle ont utilisé l'IA générative pour développer une technique basée sur la physique afin de classer les transitions de phase dans les matériaux ou les systèmes physiques. Cette méthode, nettement plus efficace que les approches d'apprentissage automatique traditionnelles, pourrait transformer la manière dont les scientifiques explorent les propriétés des matériaux. Leurs résultats ont été récemment publiés dans la revue Physical Review Letters.

Comprendre les transitions de phase

Les diagrammes de phase sont fondamentaux en physique et essentiels pour la compréhension du comportement des matériaux dans diverses conditions. Ils décrivent les états dans lesquels un matériau peut exister : l'eau, par exemple, peut être trouvée sous forme de glace, de liquide ou de vapeur. Entre ces phases, des transitions de phase se produisent en fonction de différents paramètres tels que la température ou la pression.

Les transitions de phase sont un sujet de recherche très actif, les scientifiques s'intéressent particulièrement aux transitions dans des matériaux moins conventionnels ou des systèmes complexes, tels que le passage d'un conducteur ordinaire à un supraconducteur ou d'un état non magnétique à un état ferromagnétique. Ces transitions sont détectées grâce à un "paramètre de commande" qui varie de manière significative lors du changement de phase.

Cependant, le calcul des diagrammes de phase est extrêmement complexe, reposant traditionnellement sur une expertise théorique approfondie et des techniques manuelles fastidieuses. Les systèmes physiques sont en effet constitués de nombreuses particules interagissant entre elles, créant une multitude d'états possibles, états qui étaient classés jusque-là grâce aux réseaux de neurones.

Une nouvelle approche basée sur l'IA générative

Les chercheurs du MIT et de l'Université de Bâle ont exploité des modèles génératifs d'IA pour développer un cadre d'apprentissage automatique capable de cartographier automatiquement les diagrammes de phase des systèmes physiques. Contrairement aux classificateurs discriminants, les modèles génératifs estiment la distribution de probabilité des données et peuvent générer de nouveaux points de données qui correspondent à cette distribution, ce qui permet de construire un classificateur basé sur la physique sans nécessiter de grandes quantités de données d'entraînement.

Cette approche est inspirée de modèles d'IA générative comme ChatGPT, qui utilisent des algorithmes complexes pour générer du contenu nouveau à partir de données existantes. En appliquant cette technique aux systèmes physiques, les chercheurs peuvent estimer approximativement les distributions de probabilité des états du système, permettant une classification plus efficace et précise des phases.

Julian Arnold teste actuellement cette méthode sur des modèles de trous noirs pour détecter leurs transitions de phase. À l'avenir, cette technique pourrait automatiser les laboratoires de physique, l'algorithme définissant automatiquement les paramètres de contrôle des expériences et calculant immédiatement les diagrammes de phase à partir des données mesurées. Les scientifiques pourraient également utiliser cette approche pour résoudre différentes tâches de classification binaire dans les systèmes physiques.

Implications pour les modèles de langage

Il est intéressant de noter que cette méthode inspirée de ChatGPT peut également être appliquée à des modèles de langage comme ChatGPT lui-même. Par exemple, la "température" de ChatGPT peut être ajustée pour contrôler la créativité de l'algorithme. Une température basse produit des résultats prévisibles, tandis qu'une température élevée génère du texte plus aléatoire et chaotique. La technique des chercheurs pourrait déterminer la transition optimale entre ces phases et ajuster les modèles de langage en conséquence.

Mots fléchés

Frère de Castor	Message	Cube de bois	Chapeau de feutre	Primordiale	Sièges à trois pieds	Borne pour câbles
Nuisances	Règle générale	Éruption cutanée		Précis		La famille des canards e sarcelles
					Faisceau lumineux	
Fleuve sauvage			Demeurent			
Prénom arabe			Peintre français (Jean-Augusto-Dominique)			
		Abattu			Égalité aux échecs	
					Note de musique	
Concentra	Cheval roux	Victoire de Napoléon		Blesse		
				Conjonction de coord.		
		Gnôle	Partie du larynx			Tantale
						État de béatitude parfaite
Construisis	Prénom féminin		Frère de Fifi et de Loulou		Directeur sportif (initiales)	
	Surcharges d'encre				Sélénium	
			Dedans	Test		
				Grand arbre de l'île de Java		
Bleu intense			Ancêtre du rugby			Insouciance
Terrains de sport			Code d'une serrure			Longue période
				Sauvez nos âmes	Poids lourd	Monnaie bulgare
						Bois d'un cervidé
Première page			Einsteinium	Ouvrira les fenêtres		
Lieu de fouilles			Iridium			
	Fourrures				Préfecture du Lot-et-Garonne	
	Instrument d'observatoire				Aigreur	
Allongéas				Ventilation	Coeur	Enveloppés autour de soi
Orateur grec					Petit rendez-vous	
		Marques au sol	Harnois			Hauteur de la voix
			Rire sur la toile			
Partie d'une maison	Retirés	Haussèrent				
			Valeur refuge	Désuet		
			Cité légendaire	Fin d'infinitif		
Nazi		Écrasait			Chevalier efféminé	
Piedestaux		Ancienne monnaie italienne			Créateur du revolver	
			Astuce			Regardée
			Solipède			Point cardinal
Bon dormeur			Paresseux	Indolente		
Due au bacille de Hansen						
			Drame au Japon	Désignées		
Évêchés normand			Grande école	Essai		

Un demi-million de personnes confrontées à des ”niveaux de faim catastrophiques”

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a indiqué lundi qu"un demi-million de personnes dans la bande de Ghaza sont confrontées à des niveaux de faim catastrophiques". Le programme des Nations Unies a ajouté, dans un message sur son compte sur la plateforme "X", que les familles palestiniennes à Ghaza ne reçoivent souvent pas des rations alimentaires complètes de manière continue. "Un accès peu fiable à l'aide humanitaire et des stocks limités empêchent les familles de Ghaza d'obtenir les rations alimentaires dont elles ont besoin", a expliqué le PAM. En juin dernier, l'agence onusienne a fourni une aide à un million de personnes, mais elle estime que cela n'est "pas suffisant".

ALLEMAGNE

Chute des exportations en mai

Les exportations allemandes ont chuté en mai, illustrant les difficultés de la première économie européenne à sortir de la crise, selon les chiffres officiels publiés lundi. L'indicateur a perdu 3,6% sur un mois en mai, après avoir légèrement augmenté les deux mois précédents, atteignant 131,6 milliards d'euros, a indiqué lundi dans un communiqué l'institut de statistiques allemand Destatis. C'est pire que ce qu'avaient prévu les analystes de la plateforme financière Factset, qui tablaient sur une baisse de 3,0% sur un mois. Sur un an, l'indice perd 1,6%. Dans le détail, les exportations allemandes ont diminué au sein de l'Union européenne (UE), baissant de 2,5% sur un mois, mais surtout en dehors de l'UE (-4,9%) et vers la Russie (-19,3%). Les exportations vers la Chine, premier partenaire commercial de l'Allemagne en 2023, ont même chuté de 10,2%. Les Etats-Unis sont restés, comme depuis le début de l'année, les premiers importateurs du "made in Germany". Côté importations, l'Allemagne a acheté pour 106,7 milliards d'euros de produits à l'étranger, soit une baisse de 6,6% sur un mois. La balance commerciale s'élève à 24,9 milliards d'euros.

TURQUIE

Le constructeur chinois BYD va ouvrir une usine de voitures électriques

La Turquie a signé lundi un accord avec le constructeur chinois de véhicules électriques BYD pour l'ouverture d'une usine sur son territoire, a annoncé la présidence turque. L'accord a été signé au palais de Dolmabahce à Istanbul par le ministre turc de l'Industrie et de la technologie, Fatih Kacir, en présence du président turc Recep Tayyip Erdogan, lors d'une cérémonie retransmise par les médias turcs. Il prévoit un investissement d'un milliard de dollars, pour l'ouverture d'un site offrant 5.000 emplois directs pour une capacité de production de 150.000 voitures par an, selon le ministère. Le président Erdogan avait préalablement reçu le conseil d'administration de BYD et son PDG, Wang Chuanfu, selon les photos diffusées par la présidence. La localisation de la future usine n'a pas été précisée, mais BYD devrait s'installer dans la province de Manisa, près de la ville côtière d'Izmir (ouest), sur un terrain offert par l'Etat, selon les observateurs. L'usine récemment ouverte en Thaïlande par BYD dispose déjà d'une capacité de production de 150.000 véhicules par an.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 9 juillet 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



UNE ASSOCIATION VIENT DE VOIR LE JOUR SOUS LE SIGNE DE « L'ALGÉRIE NOUVELLE»

La communauté algérienne en Tunisie s'organise

Une association d'Algériens résidant en Tunisie vient de voir le jour sous le signe de "l'Algérie nouvelle" et dont la création a été inspirée par une rencontre des membres de la communauté nationale avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors d'une visite d'Etat qu'il a effectuée en Tunisie, en 2021. L'agrément de l'association en question a été publié dans le Journal officiel de la République tunisienne. Cette association se veut un cadre viable, efficace, crédible, in-

clusif et représentatif de toutes les tranches d'âges, les catégories socioprofessionnelles et de toutes les régions de résidence des ressortissants algériens en Tunisie. Tel que mentionné dans ses statuts, l'association en question vise à répondre aux objectifs de cohésion de la communauté et de maintien des liens avec la patrie, et se propose d'initier des activités d'ordre culturel et social, des actions de solidarité ainsi que des conférences et des activités artistiques et sportives. La naissance de cette association

coïncide avec la célébration du 62ème anniversaire de l'indépendance et de la jeunesse, un événement que vit constamment la communauté algérienne en Tunisie avec ferveur et fierté.

Il convient de signaler que, lors de sa visite d'Etat en Tunisie, en décembre 2021, et sa rencontre avec les représentants de la communauté algérienne, le président de la République les a encouragés fortement à s'organiser et à mettre en place un cadre associatif rassembleur.

CHINE

Les exportations de véhicules touristiques en hausse de 28%

Les exportations chinoises de véhicules touristiques ont atteint 378.000 unités en juin, soit une hausse de 28% sur un an, et sont restées stables par rapport au mois précédent, selon les données de l'Association des voitures touristiques de Chine. Avec la reprise du marché sud-américain, les exportations de véhicules de marques chinoises se

sont élevées à 325.000 unités en juin, en hausse de 31% sur un an, alors que les exportations de véhicules de luxe et de voitures fabriquées par des entreprises conjointes chinoises et étrangères ont totalisé 54.000 unités, en hausse de 12% en glissement annuel, d'après les données. Au cours du même mois, les exportations de véhicules à énergie

nouvelle en provenance de la Chine se sont établies à 80.000 unités, soit une augmentation de 12,3% sur un an, selon les données. Les données de l'association, couvrant tous les constructeurs nationaux de voitures touristiques, montrent également qu'au cours du premier semestre de cette année, les ventes au détail de voitures touris-

tiques ont dépassé 9,84 millions d'unités, soit une hausse de 3,3% par rapport à l'année précédente. L'association prévoit que la consommation de véhicules touristiques continuera d'augmenter en raison de la popularité croissante des véhicules privés et de la croissance rapide des ventes de véhicules électriques intelligents.

DÉCÈS DE L'AMBASSADEUR DE RUSSIE AUPRÈS DE L'ALGÉRIE

Attaf signe le registre de condoléances

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a signé, lundi au siège de l'ambassade de la Fédération de Russie à Alger, le registre de condoléances suite au décès de l'ambassadeur de Russie auprès de l'Algérie, Valerian Shuvaev. "C'est avec une grande tristesse et une profonde affliction, accompagnées de notre compassion et de notre entière solidarité, que j'adresse, au nom des cadres et des fonction-

naires du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger et en mon nom personnel, mes sincères condoléances à la famille du défunt, l'ambassadeur Valerian Shuvaev, et à l'ensemble des membres de l'ambassade de la Fédération de Russie à Alger, ainsi qu'aux membres du corps diplomatique russe à Moscou et à l'étranger", a écrit M. Attaf sur le registre de condoléances. "Compatissant à la tristesse de nos amis russes pour la perte de l'ambassadeur Shu-

vaev, nous tenons en cette circonstance à rappeler les qualités de ce diplomate chevronné qui a voué sa vie au service de son pays qu'il a si bien représenté, lui qui, dans le cadre de ses nobles missions en Algérie, et jusqu'à son dernier souffle, n'a eu de cesse de contribuer avec dévouement et de manière remarquable au renforcement et à l'approfondissement des relations de partenariat stratégique entre nos deux pays et peuples amis", a ajouté le ministre.

EL-TARF

Démantèlement d'un réseau criminel d'organisation de traversées clandestines par mer

La brigade de lutte contre le trafic de migrants et la traite de personnes du service de wilaya de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'El Tarf a démantelé un réseau criminel spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines par mer depuis la plage Echatt, a indiqué lundi un communiqué de ce corps de sécurité. L'opération a permis l'arrestation de quatre suspects âgés entre 22 et 35 ans originaires de la wilaya d'El Tarf, selon le communiqué qui a

précisé que l'affaire a été traitée suite à l'enquête ouverte par les mêmes services après l'arrestation d'un groupe de personnes sur le point de quitter clandestinement le territoire national par mer à bord de deux embarcations en bois. Les investigations approfondies ont conduit à l'arrestation du principal suspect et les autres membres du réseau déjouant ainsi leur plan criminel de transporter des migrants clandestins contre des sommes d'argent, a ajouté la même source.

L'opération a permis de récupérer deux embarcations en bois de fabrication artisanale non-agrèées, deux moteurs d'embarcations de pêche de 40 chevaux de puissance, selon le communiqué. Les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'El Kala pour crime "d'organisation de traversées clandestines par mer vers l'étranger dans le cadre d'une bande criminelle organisée", a-t-on conclu.

FRANCE

Appel à la grève dans les aéroports de Paris le 17 juillet

Plusieurs syndicats du gestionnaire des aéroports desservant Paris, le Groupe ADP, ont appelé lundi à la grève le 17 juillet, soit une dizaine de jours avant l'ouverture des Jeux olympiques, réclamant pour cette période chargée une gratification "pour l'ensemble du personnel", selon des médias. Les syndicats CGT, CFDT, FO et UNSA dénoncent une "dégradation des conditions de travail", réclamant notamment une "gratifica-

tion pour l'ensemble du personnel", un plan d'embauche "massif" de 1.000 postes et la garantie de pouvoir poser des jours de congé pendant les Jeux olympiques et paralympiques (JOP), ont rapporté ces médias. Mais le PDG du groupe, Augustin de Romanet, a pris la décision "unilatérale" de "verser une prime uniquement à une partie du personnel", ont-ils regretté dans un communiqué commun, a-t-on ajouté. "Tous les syndicats ont unanime-

ment dénoncé ces méthodes de division et les choix de la direction", indiquent-ils, relevant que "force est de constater que le PDG a balayé nos revendications." Un refus que les syndicats jugent "dogmatique quand l'entreprise dispose des ressources pour répondre aux demandes légitimes des salariés et de leurs représentants", en citant notamment des "dividendes confortables des actionnaires".